



**Doc. 884**

11 octobre 1958

## Situation actuelle en Europe centrale et orientale

**Rapport<sup>1</sup>**

Relations avec les pays européens non membres

---

1. 1958 - 10e session - Deuxième partie



## **A. Projet de recommandation**

L'Assemblée

Prenant acte des rapports de sa commission des Nations non représentées ;

Considérant que le maintien en esclavage des peuples d'Europe centrale et orientale est un sujet de graves préoccupations pour les nations libres du monde ;

Considérant que la situation en Europe centrale et orientale constitue une menace pour la paix mondiale ;

Convaincue de la nécessité de proclamer fréquemment et clairement la position de l'Europe démocratique, afin qu'il ne puisse subsister de malentendu,

Recommande au Comité des Ministres :

- a. que les gouvernements membres du Conseil de l'Europe déclarent solennellement :
  1. que l'Europe libre rappelle qu'elle n'a pas et n'a jamais eu le désir d'imposer aux peuples d'Europe centrale et orientale un régime politique, culturel ou économique quel qu'il soit ;
  2. que la seule préoccupation de l'Europe démocratique est que les peuples d'Europe centrale et orientale, et eux seuls, aient le droit de décider du régime sous lequel ils veulent vivre ;
  3. que ces peuples doivent pouvoir se prononcer à ce sujet sans, la moindre entrave ;
- b. que les autres gouvernements, dans tout le monde libre, soient invités à s'associer à cette déclaration.

## B. Exposé des motifs par M. KIRK, rapporteur général

### 1.

1. Les six mois qui se sont écoulés depuis la dernière réunion de l'Assemblée ont été d'une importance capitale pour les peuples de l'Europe orientale. Le dernier acte de la tragédie hongroise s'est joué lorsque, le 17 juin, Budapest et Moscou ont annoncé l'exécution, après un procès secret -et en dépit du sauf-conduit et des garanties qui leur avaient été accordés, d'Imre Nagy et d'autres, et l'emprisonnement de plusieurs autres chefs de la démocratie hongroise. On ne peut qu'éprouver de graves appréhensions quant à l'avenir des autres dirigeants hongrois capturés par trahison en 1956.

2. En même temps qu'intervenait cet assassinat judiciaire, les relations entre Moscou et Belgrade ont brusquement empiré. On estime même généralement que le crime hongrois n'était pas sans rapport avec la recrudescence du conflit entre le maréchal Tito et le Kremlin. En tout cas, si l'on songe que nombre des accusés ont quitté l'Ambassade de Yougoslavie à Budapest sous couvert d'un sauf-conduit qui a immédiatement été violé, il est bien certain que l'exécution de Nagy et de ses amis a porté un coup très réel à toute espèce d'amitié entre la Yougoslavie et le reste du bloc communiste. La rupture entre les deux pays, qui commençait à se faire jour avant l'annonce de Budapest, apparaît maintenant presque complète et le langage que se tiennent à nouveau les deux chefs communistes n'est pas sans rappeler la période 1948-1949.

3. L'autre « hérétique » communiste, Gomulka, se montre beaucoup plus docile aux injonctions de M. Khrouchtchev et les six derniers mois ont marqué un nouveau recul par rapport au haut degré de « libéralisation » qui prévalait aussitôt après le retour de M. Gomulka au pouvoir, en octobre 1956. On a notamment enregistré; au cours de la période considérée, une aggravation soudaine et radicale des rapports entre le Gouvernement et l'Église, qui a atteint son point culminant lors de la descente de police communiste dans le sanctuaire de l'Église catholique romaine d'Iasna Gora, à Czestochowa, le 21 juillet dernier. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu rupture complète entre le Cardinal Wyszynski et M. Gomulka, mais les relations entre ces deux personnages, les plus influents de Pologne, sont devenues nettement tendues.

4. Les trois rapports joints au présent document traitent de l'évolution de la situation dans ces trois pays. Conformément à la décision annoncée à l'Assemblée en avril dernier, ils ont un caractère documentaire et expriment le point de vue personnel des rapporteurs, bien qu'ils aient tous reçu l'approbation de la commission. Il convient de les rapprocher du dernier rapport général de la commission (Doc. 812).

5. Bien entendu, d'autres événements graves se sont produits en Europe orientale. C'est ainsi que la Roumanie et la Bulgarie ont été le théâtre de purges généralisées opérées par les dirigeants communistes. Celles-ci n'ont point entraîné jusqu'à présent de pertes de vies humaines, mais la peine capitale est maintenant imposée et appliquée dans ces deux pays pour le grand crime de détournement de biens publics. Nous savons jusqu'ici que deux hommes, dans chacun de ces pays, ont été exécutés pour ce motif, mais d'autres peines de mort ont été prononcées sans être encore appliquées.

6. Les rapports entre la Yougoslavie et l'Albanie sont plus tendus que de coutume à la suite du décès mystérieux d'un citoyen albanais à Belgrade alors qu'il se rendait d'Allemagne occidentale à Tirana. Les données de cette affaire sont extrêmement obscures.

7. L'objet principal de ces rapports généraux est de renseigner les membres de l'Assemblée sur l'évolution de la situation dans la moitié de l'Europe réduite en esclavage. Toutefois, étant donné les nombreux événements, dont certains extrêmement graves, qui se sont produits en Europe orientale au cours des six derniers mois, votre commission estime le moment venu de rappeler une fois de plus, d'une façon aussi ferme et aussi solennelle que possible, la position de l'Europe occidentale à l'égard de ses frères de l'Est. Votre commission considère également que, pour donner davantage de poids à la déclaration proposée dans le projet de recommandation ci-joint, il convient de ne pas la noyer, comme la coutume s'en est établie, dans un projet de recommandation ou de résolution découlant des délibérations de la commission politique, mais d'en faire un texte distinct qui constitue une affirmation catégorique des sentiments de notre Assemblée envers nos frères asservis. Votre commission est d'avis que, trop souvent par le passé, les vues exprimées par l'Assemblée sur la situation en Europe centrale et orientale n'ont pas reçu l'écho qu'elles auraient dû avoir parce qu'elles ne constituaient qu'une partie d'une prise de position beaucoup plus large sur une multitude de sujets différents. Votre commission a donc l'honneur de soumettre à l'examen de l'Assemblée le projet de recommandation ci-dessus, ainsi que des rapports sur la situation en Hongrie, en Pologne et en Yougoslavie, dans l'espoir que l'Assemblée adoptera ce projet de recommandation en tant qu'exposé définitif de la position de l'Europe occidentale à l'égard des nations asservies.

## **1.1. Evolution de la situation en Yougoslavie 1957-1958 (Rapporteur : M. MULLEY)**

### *1.1.1. A. L'État yougoslave*

8. La Yougoslavie est une Fédération de six Républiques : Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Macédoine et Monténégro ; elle a, au total, près de 17 millions d'habitants.

9. L'autorité suprême appartient à l'Assemblée fédérale (Parlement) composée de deux Chambres. L'une des Chambres est élue au suffrage direct ; l'autre (le Conseil des Producteurs) par les personnes employées dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et les transports. Le Président de l'Assemblée fédérale (M. Stambolic) prend rang immédiatement après le Président de la République.

10. Les organes exécutifs de l'Assemblée fédérale sont le Président de la République et le Conseil exécutif fédéral. Ce dernier jouit d'une autorité considérable. Il est présidé par le Président de la République, assisté de quatre Vice-Présidents dont un Premier Vice-Président (M. Kardelj) qui remplace le Président lorsque celui-ci est absent du pays.

11. Les six Républiques ont leurs propres Assemblées et Conseils exécutifs ; à l'échelon inférieur, on trouve des organes d'administration autonome : les Comités populaires élus ou « communes

12. Après la révolution, pendant et après la dernière guerre, la propriété des capitaux et l'emploi de la main-d'oeuvre ont été transférés dans une large mesure du secteur privé au secteur public. Après la rupture avec le Kominform, en 1948, les Yougoslaves ont élaboré leur propre version théorique et pratique du communisme, fondée sur les principes de décentralisation de la Commune de Paris de 1871. Le contrôle central a été considérablement assoupli. C'est alors qu'ont été institués le système des communes pour l'administration locale et, dans toutes les entreprises industrielles et commerciales, une sorte de gestion autonome ouvrière ou de conseils ouvriers.

### *1.1.2. B. L'économie yougoslave*

#### *Généralités*

13. L'organisation industrielle et commerciale de la Yougoslavie est ainsi beaucoup plus décentralisée et plus souple que celle des autres pays communistes. Le contrôle gouvernemental de l'économie se limite à la préparation de plans annuels d'ensemble et à l'élaboration d'une politique économique générale. Toutefois, les finances relèvent exclusivement de la Banque nationale. Les entreprises ont, dans ce cadre, une assez large indépendance. Elles pratiquent la concurrence et sont stimulées par la possibilité de conserver une certaine partie des bénéfices qui est distribuée au personnel.

14. Depuis la guerre, les dirigeants se sont surtout préoccupés de l'industrialisation du pays. Cependant, l'industrialisation de base étant maintenant achevée, l'effort actuel porte en grande partie sur l'agriculture. La production industrielle a plus que doublé depuis 1947. C'est la production de biens d'équipement qui a été surtout encouragée, mais, depuis le milieu de 1955, de nouveaux investissements ont été transférés des industries de base à la production de biens de consommation. La productivité demeure peu élevée selon les normes de l'Europe occidentale. Si la qualité laisse souvent à désirer, la Yougoslavie est maintenant en mesure de produire presque tous les articles. Le pays ne manque pas de ressources de base : charbon, énergie hydroélectrique, minerai de fer et principaux minéraux dont l'uranium, et le bois. La mise en valeur intensive de ces ressources au cours des dernières années a permis de constituer d'utiles réserves de capacité industrielle.

15. Malgré une amélioration considérable depuis 1948, le niveau de vie demeure peu élevé. Un régime d'assurances sociales fort poussé (limité à la population urbaine), n'empêche pas les salaires urbains d'être souvent insuffisants pour faire face aux achats essentiels. Il arrive fréquemment que le mari et la femme travaillent tous deux ou que l'homme exerce une deuxième activité après son travail principal. Les paysans sont, en général, plus à l'aise que les travailleurs des villes. On enregistre toutefois une lente amélioration des conditions de vie à la suite de la nouvelle politique économique du gouvernement.

16. L'année 1957 s'est terminée sur une note d'espoir. La production industrielle a continué à augmenter et, avec elle, le revenu national. On a enregistré les meilleures récoltes depuis de nombreuses années, grâce surtout à un temps favorable, mais aussi à l'emploi accru des engrais et des semences sélectionnées. Le niveau de vie général s'améliore et les prix de détail, malgré une hausse saisonnière normale au cours des 4

derniers mois, ont été assez stables pendant toute l'année. Le seul élément inquiétant est le déficit commercial qui, en dépit d'une augmentation constante des exportations, ne paraît pas devoir diminuer, les importations continuant à augmenter.

17. La politique économique du gouvernement a été définie, le 4 décembre, dans un plan quinquennal de développement économique (1957-1961), le premier depuis le plan de 1947 qu'il avait fallu abandonner à la suite de la rupture avec le bloc soviétique en 1948. Ce plan prévoit une expansion dans tous les domaines, une augmentation constante du niveau de vie, l'équilibre de la balance des paiements avant 1961, sauf pour les investissements de capitaux qui continueront à être subordonnés en partie aux crédits étrangers. Les investissements dans l'agriculture doivent être accrus. En décembre, un vaste programme de législation économique a été rapidement adopté par l'Assemblée populaire fédérale (Parlement). Il comprend la refonte complète des impôts sur les bénéfiques, une nouvelle loi concernant le paiement de l'impôt sur les revenus des employés par les entreprises (les traitements et salaires avaient été jusqu'à présent exonérés d'impôt), une loi générale sur la main-d'oeuvre, une nouvelle loi sur les pensions et une loi qui devrait permettre aux entreprises industrielles de s'associer pour former des entités économiques plus importantes.

18. Il reste à savoir si le Gouvernement sera à même de réaliser à la fois les trois objectifs qu'il s'est fixés : relever le niveau de vie, juguler l'inflation et équilibrer la balance des paiements. Certes, le développement intensif de ces dernières années a créé des réserves de capacité industrielle qui devraient permettre ces résultats si les Etats-Unis maintiennent leur assistance économique (qui consiste principalement en excédents de blé, de matières grasses et de coton) pendant trois ou quatre ans au même niveau que précédemment. Cependant, si cette assistance devait maintenant prendre fin, le plan quinquennal devrait être profondément modifié et l'amélioration du niveau de vie s'en trouverait arrêtée.

19. D'après les statistiques officielles, le revenu national de la Yougoslavie a augmenté de 22 % en 1957 et la production industrielle de 16 %. L'augmentation de la production industrielle a été en fait supérieure à celle qu'avait prévue le plan social fédéral pour 1957, mais ce facteur a été compensé dans une certaine mesure par un relèvement du niveau des salaires supérieur aux prévisions. Les revenus de la population urbaine ont augmenté de 14 %, ceux de la population rurale de 10%. Les efforts des autorités financières pour stabiliser les prix ont donné certains résultats et il est indubitable que le niveau de vie général s'est quelque peu amélioré au cours de l'année. L'indice général du coût de la vie pour la période janvier-novembre 1957 ne dépasse celui de 1956 que de 2 points seulement (102 contre 100). Les indices correspondants pour 1955 et 1954 ont été 95 et 84 respectivement.

20. Comme le montre le plan social fédéral pour 1958, le but principal de la politique économique est, à court terme, « l'accroissement de la consommation personnelle et générale », c'est-à-dire l'amélioration du niveau de vie. Il s'y joint une volonté de stabiliser les prix et, à cette fin, les exportations de produits agricoles seront réduites s'il apparaît que le marché intérieur n'est pas suffisamment approvisionné.

#### *Le plan quinquennal (1957-1961)*

21. L'Assemblée populaire fédérale a approuvé le 4 décembre, en même temps que le plan social fédéral pour 1958, un « plan provisoire de développement économique » couvrant les années 1957-1961. C'est le premier plan économique à long terme depuis celui qui avait été élaboré en 1947 sur le modèle soviétique. Il ne constitue pas toutefois un retour au système détaillé de plans et d'objectifs en vigueur en 1950 ; il se borne à tracer les grandes lignes du développement économique et des investissements nouveaux au cours de ces cinq années. Comme on le verra par la suite, le plan a pour principal objectif, dans le domaine international, l'équilibre de la balance des paiements pour la fin de la période, sauf en ce qui concerne certains investissements de capitaux qui continueront à être financés à l'aide de crédits étrangers. A cette fin, la priorité sera réservée, pour les investissements, aux secteurs de l'économie qui devraient permettre des rentrées de devises étrangères dans les plus courts délais. - Les produits alimentaires, le tabac, les métaux non ferreux, le bois et les industries navales bénéficieront d'une priorité spéciale puisque 252 milliards de dinars, soit 25 % des nouveaux investissements industriels, leur seront consacrés au cours de la période couverte par le plan. Il est aussi prévu — avec peut-être trop d'optimisme, la Yougoslavie écoulant plus facilement ses produits agricoles traditionnels — que, pendant la même période, la part des matières premières et des produits agricoles dans le total des exportations diminuera de 22 à 15 % tandis que celle des produits finis, et des demi-produits passerait de 29,5 % en 1956 à 43 % en 1961. Pour l'agriculture, l'objectif est de ne plus dépendre des importations effectuées grâce à l'assistance des États-Unis. L'accroissement prévu de la production agricole doit être obtenu par la mécanisation et par l'utilisation d'engrais et de semences sélectionnées plutôt que par l'augmentation de la superficie cultivée. Il est toutefois

prévu deux projets importants de défrichement et de drainage : le projet Danube-Tisa-Danube et le projet de défrichement en Macédoine, qui ont fait l'objet de deux lois distinctes également approuvées par l'Assemblée fédérale le 4 décembre.

22. Au cours de la période quinquennale et jusqu'à ce que la balance des paiements soit équilibrée, le Gouvernement a l'intention d'exercer un contrôle plus strict sur les importations, et M. Avdo Humo, Secrétaire d'État aux Finances, a déclaré à l'Assemblée fédérale en lui présentant le budget le 21 décembre que l'on espérait pouvoir payer la majeure partie des importations au cours de cette période au moyen de divers emprunts à long terme contractés au cours des trois dernières années. Selon M. Humo, ces emprunts s'élèveraient au total à environ 760 millions de dollars, dont 520 millions d'investissements, et ils n'auraient été utilisés jusqu'à présent que dans une très faible mesure.

23. Le plan quinquennal poursuit et accentue la politique actuelle visant à favoriser les régions les moins développées du pays aux dépens des républiques plus prospères. Au cours des cinq dernières années, l'augmentation annuelle de la production du Monténégro a été de 9,7 %. Il est prévu qu'au cours des cinq prochaines années l'augmentation annuelle sera de 15,9 %. Les chiffres correspondants pour la Macédoine, la Serbie, et la Bosnie-Herzégovine sont respectivement de 7,7 % et 10 % ; 2,2 % et 9,7 % ; 3,8 % et 9,5 %. La Serbie comprend la région autonome de Kosovo- Metohija (le Kosmet) qui doit faire l'objet d'un effort particulier. Par contre, le taux annuel de l'accroissement en Croatie et en Slovénie sera à peu près le même qu'actuellement.

#### *Le plan social fédéral pour 1958*

24. Les dispositions du plan quinquennal relatives à l'agriculture se retrouvent de façon plus détaillée dans le plan social fédéral pour 1958 que l'Assemblée fédérale a également approuvé à la fin de décembre. En 1958, les investissements dans l'agriculture seront supérieurs de 54 % à ceux de cette année, alors que l'ensemble des investissements ne doit augmenter que de 10,8 %. L'ensemble des investissements agricoles que doivent effectuer les administrations fédérales et locales atteindra la somme de 60 milliards de dinars. C'est toutefois sur le secteur industriel que comptent les autorités pour améliorer la position de la balance des paiements. On estime que les exportations de produits industriels augmenteront de 13%. Cependant, le plan social insiste moins sur la gravité de la situation internationale que n'auraient pu le laisser prévoir les mesures qu'annonçait l'exposé du ministre des Finances sur le plan quinquennal. L'accent est mis surtout sur l'augmentation du niveau de la consommation individuelle et sur la lutte contre l'inflation. Le premier point fait suite à la résolution relative à la consommation individuelle et générale adoptée par l'Assemblée au début de novembre, qui demandait que le relèvement annuel du niveau de vie soit plus considérable et montrait que les autorités prenaient conscience qu'il était plus facile d'enrayer les manifestations de mécontentement enregistrées dans l'industrie au cours de l'année en offrant aux travailleurs plus d'argent et de biens de consommation qu'en procédant à de nouveaux investissements dans les services sociaux et l'administration. Le plan de 1958 prévoit des augmentations de 8 % du niveau de la consommation individuelle, de 11 % des investissements dans les industries productrices de biens de consommation, et de trois milliards de dinars des devises consacrées à l'importation de biens de consommation. En même temps, toutefois, des conditions plus strictes seront appliquées au crédit à l'achat de biens de consommation (ventes à tempérament). La valeur des biens achetés selon diverses formes de « crédit à la consommation » avait augmenté brutalement pendant toute l'année pour atteindre plus de 64 milliards de dinars à la fin d'octobre.

#### *Le budget fédéral pour 1958*

25. Le ministre des Finances (M. Avdo Humo) a longuement détaillé les mesures prévues pour lutter contre l'inflation en présentant le budget fédéral le 21 décembre 1957. Il s'agit de limiter les dépenses gouvernementales réelles au niveau de 1957. En 1957, le budget total atteignait 893 millions de dollars, dont 396 millions pour la défense ; en 1958, les chiffres correspondants étaient 1,117 millions et 595 millions de dollars. Il convient de noter l'augmentation absolue et relative des dépenses militaires, bien que l'on prétende que la différence entre 1957 et 1958, tant pour le budget total que pour les dépenses militaires, s'explique par les nouvelles modalités de comptabilisation des devises étrangères et par de nouvelles dispositions locales en matière fiscale. En décembre 1956, le ministre de la Défense avait déclaré qu'il ne serait pas nécessaire d'avoir recours à une assistance militaire étrangère en 1957.

26. En dépit de la note d'espoir enregistrée à la fin de 1957, les premiers mois de 1958 ont été marqués par une certaine inquiétude sur le plan économique interne et les autorités ont eu à s'occuper de problèmes concernant le niveau des prix et des salaires ainsi que l'organisation du travail. Le coût de la vie s'est élevé brutalement et les salaires réels ont diminué. Dans son message de Nouvel-An, le Président a reproché aux commerces de détail et de distribution leur inefficacité et leurs bénéfices injustifiés. Au milieu de février, de

nouvelles mesures ont été prises en vue de stabiliser les prix. Les inégalités de salaires et de primes avaient suscité dans l'industrie des mécontentements qui avaient même provoqué une grève à la fin de janvier dans les houillères de Trbovlje, en Slovénie. Le 6 février, le comité exécutif du parti communiste a diffusé une circulaire spéciale (qui n'a été rendue publique qu'à la fin du mois) dans laquelle il critiquait les privilèges et les pouvoirs abusifs qui se manifestaient dans la société yougoslave. Les abus attaqués n'étaient pas tous d'ordre économique et il est certain que cette circulaire doit être interprétée dans le cadre des préparatifs du Congrès du parti qui devait avoir lieu en avril. Néanmoins, elle traduisait les préoccupations du gouvernement face à des possibilités d'agitation ouvrière, aux conséquences de la décentralisation de l'autorité économique et aux abus constatés dans le système de la « gestion sociale autonome » dans l'industrie.

27. Les discours prononcés au Congrès d'avril ont paru indiquer que la décentralisation doctrinaire était peut-être suffisamment poussée, sinon déjà trop. Certaines entreprises étaient en mesure de réaliser des bénéfices excessifs, soit en raison des conditions favorables du marché, soit grâce à un équipement efficace résultant d'investissements considérables financés par la communauté peu après la guerre. Elles devront à l'avenir verser une partie de ces profits de conjoncture à un fonds central qui subventionnera les entreprises moins favorisées. Les taux de salaires doivent être uniformisés dans toute l'industrie. La coopération et les fusions d'entreprises doivent être encouragées et le mécanisme du marché sera contrôlé de façon plus stricte et rationalisé.

28. La principale idée nouvelle qui s'est fait jour est que les syndicats doivent constituer l'instrument principal de mise en oeuvre de la politique économique du gouvernement. Elle a été mise en relief par l'élection de M. Svetozar Vukmanovic-Tempo, jusqu'alors Vice-Président du Conseil exécutif chargé de la politique économique, à la Présidence du Conseil central de la Confédération des Syndicats.

29. La rupture avec l'Union Soviétique qui s'est produite au début de cette année et qui a éclaté au Congrès d'avril et la décision unilatérale prise par l'U.R.S.S. le 28 mai 1958 de différer le versement de ses crédits (et de ceux de l'Allemagne orientale) auront évidemment de graves répercussions sur l'économie du pays. Ces questions seront examinées ci-après de façon plus détaillée.

### *Agriculture*

30. Comme on l'a déjà dit, le plan quinquennal prévoit surtout l'accroissement des investissements dans l'agriculture, en particulier pour la mécanisation et les engrais. Il existe des fermes d'État et des fermes collectives, mais 90 % des terres appartiennent encore à de petites exploitations limitées à 10 hectares.

31. La récolte de 1957 a été excellente pour toutes les céréales et la production agricole pour 1957 serait supérieure de 35 % à celle de 1956. Pour la première fois depuis plusieurs années, on a enregistré un excédent de maïs disponible — 300.000 tonnes — qui a été exporté surtout en Union Soviétique et en Allemagne orientale.

32. Le printemps de cette année a été le plus tardif que l'on ait connu depuis 50 ans et il est donc peu vraisemblable que la récolte de 1958 atteigne le niveau de 1957, bien qu'il soit encore trop tôt pour formuler des pronostics. Des importations considérables de machines agricoles en provenance de l'U.R.S.S., de la Tchécoslovaquie et du Royaume-Uni sont prévues pour 1958. Une banque agricole a été instituée en avril et les coopératives agricoles ont été réorganisées.

### *Industrie*

33. L'indice général de la production industrielle pour 1957 a été supérieur de 17 % à celui de 1956. Voici, d'après les statistiques officielles, quels ont été les indices des cinq dernières années : 1953 : 68 ; 1954 : 78 ; 1955 : 91 ; 1956 : 100 ; 1957 : 117. Le chiffre correspondant pour 1949 était 38. Les progrès les plus considérables par rapport à 1956 ont été enregistrés dans les industries suivantes : appareillage électrique (35 %), conserves alimentaires (30%), minerais (29%), métaux ferreux (25%) et caoutchouc (25%).

34. La production industrielle au cours des quatre premiers mois de 1958 a été supérieure de 14 % à celle des mois correspondants de 1957. Les secteurs les plus dynamiques ont été le tabac (78 %), l'énergie électrique (27 %), l'appareillage électrique (25 %), les conserves alimentaires (17%), les minerais (14 %), l'acier (13 %). La production de charbon n'a augmenté que dans une mesure négligeable.

35. L'augmentation de la production d'électricité résulte surtout d'un effort continu de mise en valeur des ressources hydrauliques. On prévoit pour 1958 en Macédoine des investissements considérables atteignant 14 milliards de dinars. Une grande partie en sera consacrée au projet de centrale hydroélectrique de Mavrova; de nouvelles usines seront créées et d'anciennes usines agrandies pour la production de fibres synthétiques, détergents, soude caustique, chaussures, cuir, textiles, sucre et tubes d'acier soudés.

36. Un petit réacteur nucléaire à « énergie zéro », conçu et réalisé près de Belgrade, a été mis en service le 29 avril. Il est alimenté à l'uranium naturel et il utilise l'eau lourde comme modérateur, l'un et l'autre étant fournis par l'U.R.S.S. Il servira à des recherches sur le fonctionnement et la construction des réacteurs.

37. Des plans pour la construction de six émetteurs de télévision ont été approuvés. Les statistiques concernant les véhicules motorisés immatriculés au 21 décembre 1957 dénotent une augmentation sensible sur l'année précédente, bien que le total soit encore très faible par rapport à la population. Le pourcentage d'augmentation des véhicules privés a été plus considérable encore.

#### *Echanges commerciaux et balance des paiements*

38. La balance commerciale de la Yougoslavie enregistre un déficit permanent qui est comblé principalement par l'assistance des États-Unis et par divers prêts étrangers. La Yougoslavie est admise à l'O.E.C.E. à titre d'observateur, mais elle n'est pas membre de cette organisation. Elle bénéficie de la libération des échanges entre les États membres et les contrôles occidentaux à l'exportation ne lui sont pas appliqués.

39. Si l'accroissement constant de la production industrielle s'est traduit par une augmentation appréciable de la valeur des exportations, la situation de la balance des paiements ne s'est pas améliorée, la valeur des importations ayant augmenté plus rapidement encore. On trouvera en annexe 1 le tableau des échanges pour 1957. Au cours des trois premiers mois de 1958, la tendance a été moins favorable encore qu'en 1957 et les exportations ont subi le contre-coup de la chute des cours mondiaux et de la récession américaine. On se demande si les entreprises qui se livrent au commerce extérieur ne sont pas trop nombreuses et l'on suggère que le nombre en soit considérablement réduit. On reviendrait ainsi au système d'avant 1952, similaire à celui que pratiquent les autres pays communistes. Les échanges souffrent d'une grave pénurie de devises transférables.

#### *Relations économiques avec les autres pays*

40. Le 23 octobre 1957, la Yougoslavie ayant reconnu le Gouvernement de l'Allemagne orientale, toute l'aide des États-Unis a été soumise à révision. Toute assistance militaire a cessé. En janvier dernier, toutefois, il a été décidé que l'assistance économique serait maintenue et il semble qu'elle doive être accrue. L'aide du Royaume-Uni n'a pas été interrompue et elle va probablement se développer.

41. Le 28 mai 1958, l'Union Soviétique a suspendu l'application de l'accord de crédit de 1956 aux termes duquel elle devait (en même temps que l'Allemagne orientale pour l'aluminium) fournir à la Yougoslavie des crédits d'un montant total de 370 millions de dollars sous forme d'or et de devises pour l'achat de matières premières et d'équipement ainsi que pour le développement de la production d'engrais et d'aluminium. Il semble maintenant que, si la Yougoslavie veut réaliser ce programme, il lui faudra recourir à des crédits occidentaux.

42. Comme les pays du bloc communiste, la Yougoslavie a signé, en 1957-1958, des accords de commerce avec l'Espagne, l'Argentine, l'Égypte (dont les échanges se développent rapidement), l'Autriche, l'Italie, la Suisse, la Grèce (notamment pour l'exportation d'électricité), la France, les pays du Bénélux, le Chili, le Brésil, le Paraguay, l'Indonésie et, malgré la reconnaissance de l'Allemagne orientale, l'Allemagne occidentale.

43. Les chiffres publiés par l'association fédérale du tourisme indiquent que 498.449 touristes étrangers ont visité la Yougoslavie l'année dernière contre 393.670 en 1956 et qu'ils ont séjourné 1.960.345 nuits dans le pays. Ces touristes venaient d'Allemagne occidentale (120.000), d'Autriche (70.908), de France (57.185), d'Italie (40.264) et du Royaume-Uni. Environ 53.000 venaient des pays du bloc soviétique (Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Union Soviétique et Roumanie).

#### *1.1.3. C. La situation politique intérieure*

#### *Elections*

44. Des élections locales ont eu lieu en octobre 1957. Fait remarquable, le nombre des candidats était double de celui des sièges à pourvoir, un grand nombre de candidats ayant été librement désignés par des groupements locaux. Des élections aux assemblées des républiques et à l'Assemblée fédérale ont eu lieu en avril 1958, mais la liste unique a été généralement appliquée et ce n'est que dans une dizaine de circonscriptions que plusieurs candidats étaient en présence.

#### *Le Congrès des Conseils ouvriers*

45. La décentralisation de l'industrie et la « gestion autonome » dans les ateliers ont constitué les principaux thèmes de discussion au Congrès des Conseils ouvriers qui s'est tenu en septembre 1957. M. Humbert Droz, Secrétaire général du parti social-démocrate suisse qui y assistait en qualité d'observateur, a déclaré avoir été agréablement surpris de constater l'absence de la propagande communiste habituelle. « Sur tous les points de l'ordre du jour, les délégués ont formulé des observations franches, sérieuses, objectives et souvent critiques. La même revendication a été formulée dans tous les comités : élargissement des pouvoirs des Conseils ouvriers... C'est là une évolution sur laquelle on ne pourra revenir. Elle ne manquera pas d'agir sur la politique gouvernementale et sur la structure politique de l'État. »

#### *La liberté politique*

46. Malgré le fait bien connu que le climat de la Yougoslavie est moins opprimant que dans les autres États communistes et que la liberté de la parole y est plus grande, et contrairement aux rapports optimistes de M. Droz sur les discussions qui ont eu lieu au Congrès des Conseils ouvriers, la liberté politique paraît inexistante. Dans *The New Class*, Milovan Djilas a écrit : «Aucune disposition législative ne prévoit que les tribunaux et les procureurs sont contrôlés par la police secrète et le parti communiste, mais, ils le sont... Les procès politiques de Yougoslavie ne sont que l'édition de poche des procès de Moscou... Toute pensée démocratique et socialiste qui diffère des dogmes de l'oligarchie au pouvoir est persécutée plus féroce et plus complètement que ne le sont les partisans les plus réactionnaires de l'ancien régime... ceux-ci étant moins dangereux, puisqu'ils se tournent vers un passé qui a peu de chance de renaître et de reconquérir le pouvoir. » Le traitement réservé à Djilas lui-même, chef de partisans et ancien Vice-Président, et à deux anciens chefs socialistes, Krekic et Pavlovic, corrobore éloquemment cette thèse.

47. Milovan Djilas, exclu du parti communiste en 1954 et condamné à 18 mois de prison en 1955, a été arrêté en novembre 1956 pour avoir écrit dans la revue américaine *New Leader* un article en faveur de la révolution hongroise ; il a été condamné, en décembre 1956, à trois ans de prison. En octobre 1957, il a été condamné à sept autres années de réclusion pour diffusion de propagande hostile à la Yougoslavie et insultes à une puissance amie (l'Union Soviétique) par la publication aux États-Unis de son livre *The New Class*.

48. De même, en décembre 1957, deux socialistes de longue date, populaires et respectés, ont été arrêtés : Bogdan Krekic, ancien Secrétaire Général de la Confédération syndicale yougoslave avant la guerre et membre du Comité directeur de l'ancien parti socialiste, et le Dr. Alexandre Pavlovic, Vice-Président de l'ancien parti socialiste. En février 1958, après un procès qui ne fut que partiellement public, et que le *Manchester Guardian* a qualifié de « macabre » en ajoutant que « les accusations tenaient du ridicule et de la fantaisie », ces deux personnalités ont été condamnées en même temps qu'un professeur de droit et un professeur de théologie pour avoir conspiré en vue de renverser le gouvernement : Pavlovic s'est vu infliger huit ans et demi de prison et Krekic, sept ans de prison. S'agissant de septuagénaires, ces sentences sont pratiquement des condamnations à la peine de mort et, comme l'écrivait le *Times* le 20 mars, « elles trahissent la cruauté impitoyable des communistes de partout ». Un autre trait pénible de ces procès, comme de celui de Djilas, est la diffamation systématique des accusés par le discrédit et l'insinuation.

49. Ces procès ont suscité un vif intérêt et une indignation considérable dans les milieux socialistes et syndicalistes occidentaux. Des protestations ont été adressées par de nombreux syndicats, le *Trade Union Congress*, le parti travailliste, la C.I.S.L. et l'Internationale socialiste. L'Internationale socialiste a demandé au Gouvernement yougoslave qu'une délégation composée de MM. Aneurin Bevan, Haakon Lie et Otto Probst soit admise à rendre visite aux prisonniers. Cette requête a été rejetée et toutes les tentatives d'intervention ont été violemment repoussées sous prétexte qu'il s'agissait d'ingérences dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. M. Walter Padley, membre du Parlement et Président du Syndicat des employés de commerce, qui a joué un rôle de premier plan dans cette campagne, a résumé ainsi la situation : « Il ne suffit pas de répondre, comme les communistes yougoslaves l'ont déjà fait lors de l'affaire Djilas, que ces procès les concernent seuls. L'esprit d'hommes tels que Djilas et Krekic n'appartient pas plus à leur propre patrie que celui de Socrate à la Grèce ou celui de Voltaire à la France. Le sort de ceux qui affirment la liberté de l'esprit humain face à la tyrannie concerne les hommes libres de partout, de même que le sort de la Yougoslavie au

moment de la rupture avec le Kominform concernait les socialistes du monde entier. Ceux d'entre nous qui ont alors admiré le courage du peuple yougoslave et espéré une démocratisation du régime ont trouvé, au cours de ces procès mêmes, les qualités que nous avons admirées, l'affirmation courageuse des idées démocratiques et socialistes, chez les victimes et dans les courageuses plaidoiries de leurs avocates. » (New Dawn 22-2-58).

50. Ces cas marquants auxquels la presse mondiale a fait une place considérable ne semblent pas être les seuls. En avril dernier, un rapport annuel officiel a signalé pour 1957 une légère recrudescence des « activités hostiles » au régime communiste yougoslave. Il indiquait que 885 crimes avaient été commis contre l'État et le peuple en 1956, dernière année pour laquelle les statistiques étaient complètes. La nature vague de ce chef d'accusation et la sanction minimum de cinq ans d'emprisonnement qu'il emporte rassortent des extraits du Code pénal reproduits en annexe 2.

51. On a signalé, en juin 1958, l'arrestation d'un certain nombre de partisans du Kominform qui s'étaient opposés à la rupture avec la Russie en 1948. Leur nombre serait, selon les sources, de 40 à 200.

#### *Le Congrès de la Ligue communiste*

52. On a mentionné plus haut la diffusion d'une circulaire spéciale visant la corruption et les abus bureaucratiques. Des réunions du parti ont été organisées dans tout le pays pour en discuter et le maréchal Tito s'est personnellement associé à cette campagne. Il s'agissait sans doute, tout au moins en partie, d'une mesure préliminaire au Congrès plusieurs fois ajourné.

53. Le Congrès, qui s'est réuni à Liubliana le 22 avril 1958, a approuvé un nouveau programme du parti dont les points principaux, qui concernaient les relations avec l'Union Soviétique, seront examinés ci-après. En ce qui concerne les affaires intérieures, le programme comprenait :

- a. La réaffirmation catégorique de la politique de décentralisation économique et de gestion autonome dans les usines ;
- b. L'affirmation de la nécessité d'une plus-grande liberté individuelle ;
- c. L'approbation des nouveaux statuts du parti comprenant de nouveaux articles élargissant les droits des organisations locales et des membres individuels du parti en ce qui concerne la libre discussion de toutes les questions de politique intérieure.

54. Le Congrès a élu un nouveau Comité central élargi (il comprend maintenant 135 membres), confirmé le maréchal Tito dans ses fonctions de Secrétaire général et nommé un nouveau Comité exécutif de 15 membres. Le Secrétariat du parti a été élargi et comprend maintenant cinq membres : le président Tito, les vice-présidents Kardelj et Rankovic; le ministre de la Défense Gosniak et le chef des Syndicats Vukmanovic-Témpe.

#### *1.1.4. D. Relations avec les autres pays*

55. A la fin de 1955, les dirigeants soviétiques ont présenté publiquement des excuses à la Yougoslavie pour la façon dont elle avait été traitée par Staline, Molotov, etc., après la rupture avec le Kominform en 1948. La plupart des critiques formulées par Tito contre Staline paraissaient justifiées après le discours prononcé par Khrouchtchev devant le parti communiste soviétique au début de 1956 et le Kominform fut dissous en avril de la même année. Il s'ensuivit une nette amélioration des relations entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. Toutefois, ces relations ne tardèrent pas à se détériorer lorsqu'il apparut que Tito faisait cause commune avec les éléments qui, dans d'autres pays satellites (notamment en Pologne), manifestaient trop de hâte à vouloir traduire dans les faits les paroles de Khrouchtchev.

56. Au milieu de 1956, Tito avait obtenu de Khrouchtchev une déclaration reconnaissant « l'égalité des États socialistes » et leur droit de suivre des « voies différentes vers le socialisme ». Toutefois, les relations se tendirent à nouveau lorsque Tito eut découvert que Moscou avait secrètement adressé aux partis communistes des pays satellites des circulaires soulignant le rôle prépondérant de l'Union Soviétique et qu'il eut répliqué en soutenant Gomulka.

57. Cependant, lors de la révolte hongroise, Tito s'abstint de condamner ouvertement la politique soviétique, rejetant sur la politique stalinienne la responsabilité des événements de Hongrie et déclarant préférer l'intervention soviétique à la destruction du « socialisme ». Même après que Nagy eut été arrêté alors qu'il avait quitté l'Ambassade de Yougoslavie muni d'un sauf-conduit, il n'y eut pas de réaction yougoslave violente, bien qu'une protestation ait été adressée au Gouvernement hongrois.

58. Vers la fin de février 1957, le Gouvernement yougoslave a accusé l'Union Soviétique de « se livrer à une campagne visant à isoler et à discréditer la Yougoslavie » à la suite d'une série d'attaques. On pense toutefois que Tito considérait que ces attaques émanaient des éléments staliniens de Moscou et que Khrouchtchev lui était favorable. A la fin de mai, Tito annonçait que l'hostilité soviétique avait cessé et les relations s'améliorèrent en juin, Molotov ayant été écarté du pouvoir.

59. Le 18 juillet, l'Agence Tass annonçait qu'une réunion avait eu lieu à Moscou entre les dirigeants de l'Union Soviétique, de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de l'Albanie, la Yougoslavie y étant représentée par les vice-présidents Kardelj et Rankovic. Ce fait était d'autant plus notable que M. Hoxha, qui représentait l'Albanie, avait été le plus violent à critiquer Tito et que le parti communiste bulgare ne l'avait cédé qu'aux Albanais dans leurs attaques. Une déclaration conjointe alban-soviétique, exprimant l'espoir de meilleures relations avec la Yougoslavie, avait été publiée au mois d'avril précédent.

60. A la fin de juillet, l'Union Soviétique et la Yougoslavie conclurent un nouvel accord prévoyant une aide économique de 250 millions de dollars pour la réalisation de projets concernant l'aluminium, l'énergie hydroélectrique et les engrais. Cet accord remettait en vigueur une partie de l'accord répudié par l'U.R.S.S. après la révolution hongroise. Une assistance technique de l'Allemagne orientale était également prévue. En août, Khrouchtchev et Tito se rencontraient en Roumanie.

61. Le 15 octobre, le Gouvernement yougoslave reconnaissait le Gouvernement communiste d'Allemagne orientale et, le 19, le Gouvernement d'Allemagne occidentale rompait les relations diplomatiques. La presse mondiale réagit sévèrement à l'égard de la Yougoslavie en exprimant ouvertement l'avis que ce pays était rentré dans l'orbite soviétique, hormis l'alliance militaire.

62. La réaction du Gouvernement des Etats-Unis a été exposée plus haut à propos des questions économiques. On croyait généralement que la Yougoslavie avait reçu l'assurance que l'U.R.S.S. la dédommagerait de toute perte de crédits américains. Pourtant, en décembre, Tito aurait fait savoir à l'ambassadeur des États-Unis qu'il entendait poursuivre une politique étrangère pleinement indépendante.

63. La nouvelle entente fut de brève durée et, avant la fin de 1957, on pouvait constater de nouvelles divergences dont l'origine remontait sans doute au limogeage du maréchal Joukov intervenu à la fin d'octobre, deux semaines après son voyage en Yougoslavie.

64. Au début de l'année 1958, les rapports entre Moscou et Belgrade devinrent de plus en plus tendus. En avril, la revue soviétique *Kommunist* lançait une attaque de grand style contre le nouveau programme élaboré en vue du Congrès de la Ligue communiste yougoslave en insistant sur le fait que ce programme ne pouvait être passé sous silence parce qu'il « s'écartait manifestement des principes fondamentaux du marxisme-léninisme ». Ce programme fut l'occasion d'une nouvelle rupture entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie

65. Le Congrès de Liubliana fut le théâtre de vives attaques contre l'idéologie et la politique étrangère soviétiques et il vint un moment où tous les observateurs des pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de la Pologne, quittèrent la salle en signe de protestation. Tito refusa de modifier le programme, sauf sur quelques points secondaires, et contre-attaqua violemment l'Union Soviétique. Les décisions de politique étrangère qui avaient suscité le mécontentement de l'Union Soviétique étaient :

65.1. La réaffirmation de l'existence de voies diverses vers le socialisme ;

65.2. La dénonciation de la politique de bloc à l'Est comme à l'Ouest, mais avec l'accent sur la responsabilité de Staline dans la tension internationale actuelle ;

65.3. Le refus d'admettre que le socialisme est l'apanage exclusif du « bloc socialiste » et l'affirmation de la nécessité de coopérer avec tous les éléments qui se réclament, d'une manière ou d'une autre, des principes fondamentaux du socialisme (c'est-à-dire surtout avec les partis social-démocrates).

66. Depuis le Congrès de Liubliana, attaques et contre-attaques se sont succédées pour aboutir, en mai 1958, à la suspension unilatérale de l'aide économique de l'Union Soviétique. Le 3 juin, Khrouchtchev attaquait Tito personnellement en déclarant que la décision prise contre lui en 1948 avait été « au fond justifiée ».

67. L'annonce de l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons a consommé la rupture en ce qui concerne les Yougoslaves qui ont vu, dans cette exécution, une insulte directe, étant donné que Nagy s'était réfugié à l'Ambassade de Yougoslavie à Budapest.

68. La Conférence de Brioni entre le colonel Nasser et Tito au début de juillet et la rapide reconnaissance du nouveau régime irakien par la Yougoslavie témoignent du désir de ce pays de renforcer ses relations avec les pays non engagés et notamment avec la République Arabe Unie.

### 1.1.5. E. Conclusions

69. Malgré de nombreuses différences secondaires dans sa structure interne, la Yougoslavie demeure essentiellement un État communiste où le parti contrôle et domine toutes les activités politiques, économiques et sociales. De ce fait, la liberté politique et la liberté de discussion, au sens où on les entend dans une société démocratique, font entièrement défaut. Il se peut qu'il y ait en Yougoslavie d'importants éléments favorables à un assouplissement de la dictature du parti, mais, derrière les controverses idéologiques, tant dans le pays qu'entre Belgrade et Moscou, on retrouve la réalité du pouvoir et de l'instinct de la conservation. Il n'y a pas de position intermédiaire entre régime totalitaire et régime démocratique, ni entre l'appartenance au bloc communiste, qui implique la soumission complète à la volonté et à la prépondérance de l'Union Soviétique et le refus de s'intégrer à ce bloc et l'indépendance à l'égard de Moscou.

70. C'est sans doute en étudiant la politique du Kremlin plutôt que celle des dirigeants yougoslaves qu'on trouvera la clé du mystère des relations de la Yougoslavie avec l'Union Soviétique et, partant, avec tout le bloc communiste. La réussite de l'indépendance en politique étrangère et la rupture de 1948 avait abouti, en 1955, au succès que constituaient les excuses publiques de Khrouchtchev et la réconciliation de 1955 ; pourtant une nouvelle rupture s'est produite en mai 1958. Elle paraissait inévitable étant donné la nouvelle politique soviétique à l'égard des satellites après que l'affaire hongroise eut entraîné le renversement de la tendance que Khrouchtchev avait inaugurée en 1956 par sa fameuse dénonciation des erreurs de Staline. Il était manifestement impossible d'admettre les principes yougoslaves sur les « voies diverses vers le socialisme », qui équivalaient à un « communisme national » et à un « révisionnisme » et d'adopter une attitude différente à l'égard de tendances analogues en Hongrie, en Pologne et peut-être ailleurs, d'autant moins que, pour l'Union Soviétique, l'importance stratégique et économique de ces derniers pays et les possibilités d'y imposer sa volonté étaient beaucoup plus grandes qu'en Yougoslavie.

71. C'est là que réside la grande importance de la Yougoslavie pour l'Occident. Bien que la Yougoslavie se considère assurément comme un pays « socialiste » (c'est-à-dire communiste) et ne puisse être pour l'Occident, en cas de conflit armé entre l'Est et l'Ouest, qu'un allié très peu sûr, la seule existence d'un pays communiste échappant au contrôle de Moscou propose à la fois un modèle et un but aux communistes dissidents des autres pays satellites et de l'Union Soviétique. La position spéciale de la Yougoslavie s'explique dans une large mesure par les facteurs historiques et géographiques particuliers à ce pays joints à la personnalité de Tito et au fait qu'il soit arrivé au pouvoir sans l'aide soviétique et même au mépris des ordres de Moscou. Il est également dans la meilleure tradition de la politique balkanique de chercher à jouer sur les oppositions et les Yougoslaves sont passés maîtres dans cet art difficile.

72. Cependant, les diplomates des démocraties ont eu tendance à sous-estimer l'importance des controverses idéologiques et des répercussions de l'« affaire yougoslave » dans tout l'empire communiste, y compris la Chine. A mon sens, cette importance est telle qu'il est légitime d'adopter à l'égard de la Yougoslavie une politique différente de celle que nous appliquons aux autres pays satellites. Ce n'est pas que nous espérons voir la Yougoslavie devenir bientôt un État « quasi démocratique », c'est en raison de son importance dans le monde communiste et surtout dans le parti communiste dont l'existence dépend si largement de dogmes formulés selon une terminologie spéciale et d'une idéologie uniforme.

73. L'économie yougoslave n'étant manifestement pas viable, il importe que l'aide économique de l'Occident et notamment des États-Unis soit maintenue ; il nous faut aussi nous efforcer de fournir à la Yougoslavie, à des conditions raisonnables, les crédits que l'Union Soviétique lui a coupés. Ces crédits ne devraient être assortis d'aucune condition d'ordre politique, mais nous pourrions par ailleurs faire pression en vue d'obtenir la libération de Djilas et de tous ceux qui se trouvent emprisonnés pour des délits d'opinion, ce qui corroborerait les affirmations selon lesquelles la liberté de discussion existerait en Yougoslavie. Il n'est pas impossible qu'une certaine détente puisse être ainsi obtenue.

74. Bien qu'il soit improbable que la Yougoslavie s'identifie politiquement à l'Occident ou qu'elle devienne réellement neutre, il est tout aussi improbable, sauf changement radical de la politique soviétique, qu'elle redevienne partie intégrante du bloc communiste, à moins d'une révolution interne pro-soviétique ou d'une intervention de l'armée rouge, éventualités qui paraissent, pour le moment, fort éloignées.

## Annexe 1 ANNEXE 1

## Commerce extérieur de la Yougoslavie en 1957 - En millions de dollars (1 dollar = 300 dinars)

	Exportations		Importations		
	Total (tous pays)	1956 323.37	1957 393.79	1956 474.14	1957 661.84
États-Unis	27.41	33.32	129.22	173.76	
Italie	45.71	53.62	41.03	78.77	
Allemagne occidentale	49.15	51.26	47.39	75.55	
U.R.S.S.	42.23	49.17	70.13	69.25	
Royaume-Uni	19.56	23.84	32.62	41.87	
Autriche	17.26	18.76	19.35	25.06	
Pologne	8.95	16.22	7.87	19,24	
Hongrie	6.34	11.98	6.39	19.72	
Tchécoslovaquie	8.18	8.63	12.05	18.96	
Suisse	16.26	14.85	10.40	11.10	
Egypte	2.53	13.22	4.01	9.01	
Grèce	9.77	12.97	5.09	7.86	

Les chiffres relatifs aux importations comprennent l'aide économique, composée pour une très large part de surplus agricoles en provenance des États-Unis.

1. L'accroissement de la valeur des importations en provenance d'Italie est frappant, mais il y a lieu de noter que ces importations ont été financées, à concurrence d'environ 13 millions de dollars, par des crédits de réparations. Environ 26 millions de dollars d'importations en provenance d'Allemagne occidentale ont été financés de la même façon. La rupture des relations diplomatiques avec la République Fédérale n'a eu que peu ou pas d'effets sur les échanges.

2. D'après les chiffres publiés relatifs aux échanges par zone monétaire, la valeur des exportations vers le bloc oriental qui, en 1957, atteignait 105,4 millions de dollars, soit 27 % du total des exportations, était supérieure de 42,6 % à celle de l'année précédente. Les importations en provenance de la même zone étaient supérieures de 36,4 %. En revanche, les exportations vers les pays de l'U.E.P. étaient presque au même niveau qu'en 1956, tandis que les importations étaient supérieures de près de 50 %. La valeur des exportations vers la zone sterling était de 36,2 millions, de dollars, soit 25,7 % de plus qu'en 1956, et les importations en provenance de la même zone atteignaient 67,4 millions de dollars, soit 22,5 % de plus qu'en 1956.

## Annexe 2 ANNEXE 2

### Extraits du Code pénal yougoslave

#### ARTICLE 100

par la force ou par tout autre moyen anticonstitutionnel le pouvoir des travailleurs, des organes représentatifs constitutionnellement élus du Gouvernement fédéral, des républiques, des administrations autonomes ou locales ou des organes exécutifs de ces organes représentatifs, ou commet un acte visant à saper les fondements économiques de l'édifice socialiste, à détruire l'unité des peuples de la République Populaire Fédérale de Yougoslavie, ou à modifier la structure fédérale de l'État par la force ou par tout autre moyen anticonstitutionnel, sera puni d'une peine d'emprisonnement ou de la peine de mort.

#### ARTICLE 109

Tout citoyen de la République Populaire Fédérale de Yougoslavie qui, dans l'intention de renverser l'État et la structure sociale ou de se livrer à toute autre activité hostile à la République Populaire Fédérale de Yougoslavie, entre en rapport avec un État étranger, une organisation étrangère, un groupement d'étrangers ou de réfugiés ou favorise leur activité hostile, sera puni d'une peine d'emprisonnement.

#### ARTICLE 117

1. Quiconque forme un complot, une conjuration ou toute autre association en vue de commettre les délits prévus aux articles 100-103, 108, 109, 114-116 du présent Code, sera puni d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au moins ou de la peine de mort.

2. Quiconque adhère à une association visée au paragraphe 1 du présent article sera puni d'une peine d'emprisonnement.

3. Quiconque s'insurge contre l'autorité dans l'intention de créer une association visée au paragraphe 1 du présent article ou d'adhérer à une telle association sera puni d'une peine d'emprisonnement.

### La situation actuelle en Pologne (Rapporteur : M. KIRK<sup>2</sup>)

#### A. Généralités

1. Gomulka est apparu comme le héros de la Révolution d'octobre bien qu'il n'en ait ni dirigé les combats proprement dits, ni conçu l'idéologie, mais se soit contenté de faire sien un programme élaboré par d'autres. Pendant un mois ou deux, il eut une popularité plus grande que n'en a jamais connu aucun autre dirigeant dans l'histoire du communisme mondial. Pour les masses comme pour l'intelligentsia, il incarnait la volonté indomptable de liberté de la nation polonaise. Il n'en est plus ainsi. Bien qu'il garde entre les mains les rênes du pouvoir, il a perdu la confiance de nombre de ceux qui l'avaient porté au pouvoir. Le fondement de sa puissance se trouve en dehors de la Pologne. En fait, la politique polonaise est régie par des facteurs extérieurs à la Pologne elle-même, tels que le Kremlin, et aussi la peur de voir une rupture du Pacte de Varsovie porter atteinte aux frontières occidentales. Il serait vain, toutefois, de faire simplement observer que des élections vraiment libres, exemptes de toute influence étrangère, emporteraient le gouvernement actuel et laisseraient Gomulka chef d'un groupe minoritaire. Il semble qu'il importe beaucoup plus de faire l'analyse de la situation actuelle. On ne peut nier que Gomulka a fait du chemin depuis les jours de la révolte nationale, et que les différences entre la Pologne communiste et la Russie communiste ne sont plus ce qu'elles étaient à l'époque de la Révolution d'octobre. Il n'est pas besoin d'en chercher l'explication très loin. La révolution hongroise a enflammé l'imagination de la jeune génération dans les pays satellites, et il se produit dans toute l'Europe soviétique une fermentation des esprits qui finira par entraîner la ruine de cet empire, à condition que la démocratie occidentale ne renonce pas à l'équilibre des forces qui commande actuellement la politique mondiale. Les dirigeants communistes n'ont pas mis longtemps à saisir qu'un communisme « national » ou même « modéré » peut facilement « dégénérer » en démocratie et conduire à la défaite du communisme lui-même. C'est pourquoi Tito a trahi Imre Nagy, et c'est la raison majeure qui a poussé Gomulka à rechercher l'amitié du Kremlin et à sacrifier la souveraineté de la Pologne. Il n'est guère contestable que, si Gomulka avait à choisir entre l'Est et l'Ouest, il se tournerait vers l'Est. Il craint sincèrement, sans aucun doute, les changements révolutionnaires qui pourraient survenir dans les pays satellites. Cela ne veut pas dire qu'il considère la Pologne comme une colonie russe, ni qu'il soit prêt à obéir en toutes circonstances.

---

2. Sur la base de notes préparées par M. Bogholm.

2. La Pologne doit encore être considérée comme le pays le plus « libéral » du monde communiste, plus libéral certes que la Yougoslavie de Tito. D'autre part, Gomulka doit montrer plus de circonspection que Tito en parlant d'indépendance nationale, aussi longtemps du moins qu'il n'a pas avec l'Occident le même genre de contacts que Tito. Deux événements survenus au cours des derniers mois ont bien mis ce fait en lumière. L'un d'eux concerne les relations avec le parti yougoslave désormais hérétique, avec lequel les communistes polonais de la faction de Gomulka étaient en affinités très étroites. L'autre est le meurtre récemment annoncé d'Imre Nagy et de ses compagnons, pour lesquels les Polonais manifestaient depuis longtemps une sympathie non dissimulée. Le 28 juin, dans un discours prononcé à Gdansk, Gomulka a précisé la ligne polonaise officielle. La date de cette déclaration est aussi importante que sa teneur même : il a fallu plusieurs semaines aux Polonais pour joindre leurs voix au chœur de reproches adressés à la Yougoslavie et onze jours pour approuver officiellement, bien que d'une façon équivoque, l'exécution de Nagy. Encore les remontrances à l'endroit de Tito étaient-elles plus empreintes de tristesse que de colère. Gomulka a justifié son attitude en prétendant que la Yougoslavie avait compromis l'unité de la « communauté socialiste ». De même, il a reproché à Nagy d'avoir été un « révisionniste », qui a contribué à affaiblir le bloc soviétique en n'ayant pas su prévenir une tentative visant à renverser l'ordre « socialiste » en Hongrie. Il a néanmoins ajouté que les exécutions constituaient une affaire intérieure hongroise, point de vue non partagé par d'autres chefs de la zone d'influence soviétique qui ont approuvé immédiatement et sans réserve ces assassinats.

3. Le communisme polonais paraît se scinder en quatre groupes différents. A droite selon la terminologie communiste se trouve le groupe de Natolin, constitué par les staliniens et qui semble avoir été en mesure d'exercer une influence surprenante au dixième Congrès du parti. Les dirigeants de ce groupe sont Mijal, Witaszewski, Ruminski et peut-être Zawadski. Le groupe du centre se rassemble autour de Gomulka et a pour principal théoricien Adam Schaff. Ce groupe n'est pas facile à définir, en raison du rôle dominant que joue la tactique de parti pour un grand nombre de ses membres. D'une manière générale, ceux-ci affirment que le communisme soviétique a décliné parce qu'il a abandonné l'idéologie léniniste d'un « centralisme démocratique » qui permettait la libre discussion de toutes les questions au sein du parti avant qu'un vote n'intervienne. C'est l'un des principes essentiels de M. Schaff qu'« une réelle liberté de discussion » ne peut être autorisée qu'à l'intérieur du parti lui-même. Le troisième groupe, dirigé par Hochfeld et Helena Eilstein, est un véritable groupe révisionniste, dont les adhérents peuvent même apparaître comme un genre de communistes pré-léniniens. Ils citent fréquemment le mot de Rosa Luxembourg, pour qui une révolution que l'on fait sans souci du droit, de la liberté et des droits démocratiques dégénérera en un système de despotisme. Les porte-parole du dernier groupe, principalement Kolakowski et Szaki, se qualifient de marxistes humanitaires. Leur première exigence est une société qui délivre ses citoyens de la peur. Ils repoussent la violence en tant que méthode politique. Le jeune philosophe polonais Kolakowski est un homme à suivre par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la nation polonaise. Entré très jeune au parti communiste, il subit encore profondément l'influence de l'idéologie léniniste. Il insiste fréquemment sur l'importance de l'idée de liberté, mais ne préconise la libre discussion que pour « les idéologies fondées sur les principes du socialisme ». Il est hostile au rétablissement du système des partis multiples. Kolakowski est pour l'instant un chercheur qui n'a pas encore trouvé sa voie. On n'a jamais écrit de réquisitoire plus pénétrant et plus mordant contre le totalitarisme que les essais de Kolakowski, *La fin de l'âge des mythes*, qui ne sont pas encore publiés en Pologne, mais qui ont paru il y a un an environ dans *The New Leader*. Il y définit l'État totalitaire comme un État « dans lequel une personne qui n'a commis aucun crime reste chez elle à attendre la police, dans lequel il y a plus d'espions que d'infirmières et plus de gens dans les prisons que dans les hôpitaux ». On ne peut mettre en doute la sincérité de ses efforts pour analyser la crise de conscience que traverse aujourd'hui plus d'un jeune communiste. Il ne rejette pas encore le principe selon lequel la fin peut justifier les moyens, mais il est devenu récemment assez exigeant, et quant aux fins, et quant aux moyens. Quoiqu'en butte à de sévères attaques de la part d'écrivains d'inspiration soviétique, il poursuit sa critique idéologique. En septembre dernier, il a donné à la *Nowa Kultura* une série d'articles que l'on a dépeints comme la critique la plus poussée qu'ait jamais écrite un communiste sous un régime communiste. En outre, il ne se borne pas au rôle de critique. « Nul, dit-il, n'est exempt de l'obligation morale de combattre un système de gouvernement, une doctrine ou un ordre social qu'il estime vils et inhumains, en recourant à l'argument qu'il les trouve historiquement nécessaires. » Dans un autre article, il déclare : « On serait loin de la vérité en disant que les modes de pensée, de sentiment et d'action que l'on a critiqués ici ont entièrement disparu ; ils sont manifestement doués d'une vitalité virulente. » Le nom de Kolakowski est bientôt devenu le mot de passe du révisionnisme non seulement en Pologne, mais dans toute l'Europe sous domination soviétique. Comme l'État communiste, plus qu'aucun autre, repose sur la théorie, le révisionnisme est un danger latent pour l'ensemble du système soviétique. C'est pourquoi non seulement les communistes orthodoxes mais aussi les communistes à la manière de Khrouchtchev le répudient également. Aussitôt après la déclaration de Moscou émanant des douze partis communistes, la *Pravda* et les *Izvestia* ont lancé une violente campagne contre le révisionnisme, dont les fruits inévitables seraient l'apparition du « communisme national », le rejet du rôle dirigeant de la Russie et la destruction de l'unité communiste. Trois hommes

seulement ont, à ce jour, « bénéficié » d'un traitement spécial : le « fasciste » hongrois Imre Nagy, le « renégat » yougoslave Djilas et le philosophe polonais Kolakowski. En février, la Pravda citait cette question qu'aurait posée Kolakowski : « Le concept même du marxisme a-t-il gardé un sens ? » et, d'après la même source, Kolakowski donnait à sa propre question la réponse suivante : la Pravda estime que l'on peut faire remonter l'origine du révisionnisme à la « social-démocratie, au trotskysme, au syndicalisme anarchiste, etc.. » En Roumanie, le Contemporanul a taxé Kolakowski de bourgeois et, en Tchécoslovaquie, une critique contre lui du théoricien tchèque Filiec a été radiodiffusée afin de lui assurer une large audience. Au mois de mai 1958, il a été violemment attaqué au cours d'une réunion de la commission de la presse du comité central du parti communiste polonais. C'est ainsi qu'Andrij Werblan, chef de la Section de propagande et d'agitation du parti, a souligné que « tous les points de vue exprimés par Kolakowski dans Nowa Kultura sont fondamentalement opposés à la position et à l'idéologie de notre parti ». Il a dénoncé l'opinion de Kolakowski comme « révisionniste et comme une opération inadmissible... ayant transformé la vérité sur le dogmatisme en une véritable absurdité anti-socialiste... qui nous met en présence de divers arguments sociaux-démocrates démodés et ressassés sur le rôle du parlementarisme, ou de rêveries anarchiques sur les effets démoralisateurs du pouvoir politique ». Quelques jours plus tard, au neuvième Congrès du comité central du parti communiste polonais, Gomulka lui-même a attaqué très sévèrement Kolakowski. Il n'est guère surprenant, dès lors, que le rédacteur en chef de Nowa Kultura ait été suspendu de ses fonctions au mois de mai. C'est là une des preuves du renforcement du contrôle de la presse depuis le dernier Congrès du comité central.

4. Il est toutefois incontestable que la fermentation qui se fait sentir parmi la jeunesse intellectuelle en Pologne n'a pas encore cessé. Cette fermentation, qui pourrait fort bien conduire à la défaite du communisme polonais dans le domaine culturel, est à l'arrière-plan du nouveau renforcement de la censure. Au sens occidental du terme, la presse polonaise n'a jamais été libre sous le régime de Gomulka, mais elle était néanmoins en mesure d'apporter des renseignements assez objectifs sur le monde occidental et de faire valoir certaines vues qui n'étaient pas en stricte conformité avec celles du gouvernement. La liquidation de Po Proslu peut donc fort bien faire époque. En tout état de cause, les commentaires de l'hebdomadaire officiel Polityka, qui passe généralement pour représenter les vues de Gomulka, sont plutôt inquiétants. « La liberté de parole » — écrit Polityka — « s'arrête là où commencent l'agitation et la propagande contre la structure sociale de notre pays. Nous n'interdisons pas l'expression de vues divergentes, à condition que celles-ci ne soient pas dirigées contre les fondements de notre système. » Le directeur de Po Prostu, Turski, et son ancien directeur, Lasota, ont été, en compagnie de huit autres personnes, expulsés du parti, mais il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que Lasota a été autorisé à conserver son mandat de membre du Sejm. Les journalistes polonais, qui avaient durement combattu pour la liberté de l'expression écrite, semblent, pour l'instant, avoir perdu espoir. La preuve la plus frappante en est que le 8 octobre 1958, le jeune écrivain polonais Marek Hlasko a demandé asile politique aux autorités de la République Fédérale d'Allemagne. Les dirigeants du syndicat des journalistes n'ont pas été touchés, mais il semble qu'ils se soient engagés à mener une propagande active pour la ligne du parti. La résolution qui a été adoptée à titre transactionnel contient une certaine auto-critique, mais il ne faut pas en négliger l'introduction, qui souligne la « fierté que tirent les journalistes » de la lutte qu'ils ont menée pour l'amélioration du parti, la démocratisation du pays, le niveau de vie des masses et le relèvement de l'économie. La liberté relative de la presse a disparu, et les promesses faites lors de la Révolution d'octobre et immédiatement, après n'ont pas été tenues. Certains articles et discours sont aujourd'hui assez curieux à lire : « En octobre, le parti a rallié autour de lui la nation, et la nation a donné au parti un rôle politique dirigeant. » (Tygodnik Powszechny). « La durée de l'accord dépend de la suite que donnera le parti à ses propres résolutions. » (même source) Lors du huitième Congrès du parti, Gomulka déclarait : « On ne peut se dérober à la vérité. Si on la garde secrète, elle surgira comme un fantôme menaçant. » Au neuvième Congrès du parti, Gomulka parlait plus de centralisation que de démocratie et de liberté, mais en rejetant toujours l'idée d'un État monolithique. C'était l'époque où l'antistalinisme était en vogue. Le ministre de l'Agriculture, M. Ocham, premier secrétaire du parti avant la Révolution d'octobre, répliquait en ces termes à l'attaque lancée par les stalinien contre la politique nouvelle : « Nous avons eu assez de discours écrits avec de l'encre d'importation. » Cette déclaration était une réponse aux accusations du dirigeant stalinien Mijal, selon lequel la voie empruntée par Gomulka pour aller au communisme était « une capitulation devant le capitalisme », mais l'attaque réelle était certainement dirigée contre l'intervention du Kremlin dans la politique intérieure de la Pologne. Au dixième Congrès du parti, Gomulka a abandonné sa politique tempérée pour combattre le révisionnisme. Il n'a pas nié l'existence d'une faction « dogmatique » (c'est-à-dire stalinienne) mais déclaré que le meilleur moyen de vaincre le dogmatisme serait de faire échec aux révisionnistes. Le révisionnisme, a-t-il poursuivi, est beaucoup plus dangereux que le dogmatisme, car il provoque un chaos idéologique et rompt l'unité du parti. Les fautes des dogmatistes résident principalement dans leur nostalgie d'un retour aux anciennes méthodes, alors que « le socialisme glisserait dans l'abîme » si les révisionnistes avaient voix au chapitre. La collaboration de Gomulka avec les éléments stalinien est certes une source de danger, mais il serait prématuré de soutenir qu'il est devenu

stalinien lui-même, comme semblent le penser certains de ses ennemis. Il y a seulement quelques mois, M. Adam Schaff, son principal lieutenant dans le domaine idéologique, écrivait : « Le choc politique et moral de la période précédente a porté un coup mortel à l'attitude de foi aveugle. En tout état de cause, nous autres Polonais n'y reviendrons pas, car semblable attitude, une fois ébranlée, ne se prête pas à la reconstruction. L'emploi de la force est vain à cet égard. » Quant aux propres discours de Gomulka au dixième Congrès du parti, on sait que la version des actes officiels du Congrès qui a paru est incomplète. Il semble que l'on ait publié les discours écrits à l'avance, mais non les interventions de Gomulka au cours du débat. On rapporte que Gomulka aurait été mis en fureur par la violence des diverses interventions du groupe de Natolin (stalinien) et aurait répliqué dans un langage sans équivoque. Il aurait même taxé le dirigeant du groupe de Natolin, Mijal, d'agent étranger (c'est-à-dire soviétique). Un autre des dirigeants du groupe de Natolin, Mazur, qui passe pour le plus intelligent de toute la faction, a été envoyé comme ambassadeur à Prague, ce qui, en l'occurrence, doit être considéré comme une sorte d'exil politique. Dans le même temps, l'ancien ministre adjoint de la Sécurité publique et son entourage ont été l'objet de condamnations très sévères. Tout cela tend à montrer que Gomulka n'a pas abandonné ses idées sur une « voie polonaise vers le communisme », par opposition à la voie russe. Le 5 novembre, la Pravda a publié un article de Gomulka où ce dernier soulignait les différences existant entre les diverses « voies nationales menant au communisme ». Dans le même numéro, le dirigeant albanais Hoxha faisait valoir l'importance de l'unité idéologique et politique du monde communiste.

### *B. Situation économique*

5. Jusqu'à la Révolution d'octobre, la Pologne a été traitée comme une colonie russe et n'a reçu aucune compensation adéquate pour les soi-disant exportations vers la Russie. Après l'accession de Gomulka au pouvoir, cette situation s'est modifiée du tout au tout et, d'une façon générale, la Russie paie aux prix mondiaux ses importations en provenance de Pologne. Cependant, l'économie polonaise n'est pas encore parvenue à créer un climat favorable pour la production nationale. Le niveau de vie des travailleurs est extrêmement bas, même par rapport à celui des autres pays satellites. C'est sans doute la raison pour laquelle il n'est publié aucun indice du niveau de vie. Le 1er janvier 1956, le chef de la planification Mine s'est vanté que les salaires avaient augmenté de 26 % entre 1949 et 1955, mais le nouveau Premier Ministre de Pologne a déclaré l'autre jour que le chiffre cité par Mine était excessif et qu'il estimait, quant à lui, à 11 % le progrès réalisé. En même temps, il a précisé que tous les travailleurs étaient loin d'avoir bénéficié de cette augmentation et il est allé jusqu'à admettre que, pour des centaines de milliers de travailleurs, les salaires réels étaient inférieurs en 1956 à ceux de 1949. Gomulka lui-même n'a pas ménagé ses mots en commentant le plan sexennal (1950-1956) : « Il n'a pas répondu aux prévisions » — a-t-il déclaré — « il n'a provoqué qu'une plus grande amertume. » Le niveau de vie étant très bas, le coût des produits alimentaires et de l'habillement revêt plus d'importance que dans les pays occidentaux. Par exemple, en 1913, les dépenses pour l'alimentation représentaient 50 % du budget des travailleurs, mais en 1957 ce pourcentage atteignait 69,7 %. Pour l'habillement, les chiffres étaient de 10 % en 1913 contre 18,2 % en 1957. On peut fort bien, à partir de ces données, se faire une idée de la situation en Pologne, bien qu'il faille tenir compte du fait que les conditions économiques sont plus mauvaises en Pologne qu'en Russie. Le 15 février, le Bureau central des statistiques de Pologne a publié des renseignements sur l'exécution du plan de 1957. La production industrielle a dépassé de 9,6 % celle de 1956. Si quelques progrès ont été enregistrés pour certains produits de consommation, la production d'acier a baissé de près de 40 %. Brzeski, l'économiste communiste bien connu, a critiqué le nouveau plan en ces termes : « Il fixe un programme d'action aussi uniforme que la vie elle-même, un programme qui ne promet que des changements graduels, lents et imperceptibles. » Dans un discours prononcé le 26 février devant le nouveau Se/m, le Premier Ministre a violemment rejeté toutes idées concernant la liquidation de la planification centralisée dans le secteur de l'économie nationale qui seraient en contradiction avec le système socialiste. Il a en même temps repoussé toutes propositions tendant à placer les entreprises industrielles entre les mains des travailleurs, comme en Yougoslavie. Le Vice-Premier Ministre Jedrychowski est le chef de la planification du Gouvernement actuel et représente le point de vue des communistes dogmatiques, mais il semble s'être heurté récemment à une forte opposition de la part du Conseil économique, qui est dirigé par l'économiste bien connu, Oscar Lange. Quand le Vice-Premier Ministre a souligné qu'il ne saurait être question de modifier en quoi que ce soit le système actuel au détriment du secteur social, le Conseil économique a présenté trois jours plus tard un plan pour une réorganisation radicale de l'économie nationale, aux termes duquel la gestion doit être transférée des ministères aux usines indépendantes en 1958. Les usines seraient subordonnées à une direction centrale, ou à des associations territoriales, mais toutes ces autorités, au lieu d'administrer les diverses branches ou entreprises économiques, ne feront plus que coordonner et superviser.

6. Tous les pays satellites étaient par tradition de gros exportateurs de produits agricoles, mais il n'en est plus ainsi depuis l'introduction du système collectif. En 1955, la Pologne a dû importer plus d'un million de tonnes de céréales. La collectivisation a été une opération assez onéreuse pour la Pologne. Selon le journal du parti Trybuna Ludu, du 27 septembre 1957, l'État polonais a investi près de 5 milliards de zlotys pour l'application de ce principe de 1952 à 1955. On peut donc vraiment dire que l'agriculture collective s'est révélée un échec dans toute l'Europe orientale. La collectivisation ne faisait certainement pas partie intégrante de la doctrine de Gomulka. Elle a, au contraire, été appliquée contre ses désirs. Les paysans ont simplement imposé d'eux-mêmes la loi et Gomulka a dû s'incliner devant le fait accompli. L'agriculture collective n'existe pratiquement plus en Pologne. Sur 10.600 fermes collectives représentant une superficie de 1.825.000 hectares, il n'en subsiste que 1.900, représentant une superficie de 3.000 hectares. Depuis l'adoption de la nouvelle politique agricole, la production s'est accrue. En janvier dernier le ministre de l'Agriculture, M. Ochab, a déclaré devant le Sejm que la production avait augmenté de 4 %, proportion supérieure à celle prévue par le plan. L'insuccès de l'agriculture collective peut être illustré par un exposé des conditions régnant dans l'une des régions les plus fertiles, celle de Lubelski.

7. Sur 18.555 maisons, 4.744 seulement n'ont pas besoin de réparation importantes. 100 familles sont encore obligées de vivre dans des abris couverts de planches. 3.000 exploitations sont démunies de tout bâtiment de ferme et de logement. Dans cette région, 5.000 bâtiments de ferme seulement offrent des possibilités de logement et il en faudrait 16.000 autres. Les réalisations sont plutôt précaires. On a construit 214 bâtiments en 1949 et 53 seulement depuis. L'industrie polonaise a un besoin urgent d'importants investissements de capital. C'est pourquoi la Pologne est un client régulier sur le marché des emprunts. Le bilan de l'aide économique à la Pologne s'établit comme suit :

*États-Unis : 95 millions de dollars ;*

*France : 30 millions de dollars ;*

*Grande-Bretagne : 140 millions de dollars ;*

*Autriche : 5 millions de dollars.*

Le Canada a promis de livrer 350.000 tonnes de blé sur un crédit à court terme. La valeur de ces livraisons a été évaluée à 20 millions de dollars. Un crédit de 175.000 millions de dollars a été promis à la Pologne par le bloc soviétique (100 millions par l'Allemagne orientale de 25 millions par la Tchécoslovaquie). Le pacte commercial avec la République Fédérale d'Allemagne constitue un autre facteur très important pour l'économie de la Pologne. Les échanges entre les deux pays se monteront cette année à un total de 100 à 120 millions de dollars. On dit que la Pologne a reçu d'Allemagne occidentale des assurances pour un flot continu d'investissements, qui, cette année, se sont montés à 45 millions de dollars. Il reste à voir si ces crédits seront versés. En tout état de cause, les crédits accordés par l'Occident à la Pologne ont été supérieurs aux crédits orientaux. Cependant, la Pologne a conclu, le 4 février 1958, un nouvel accord commercial avec l'U.R.S.S. Cet accord envisage une expansion des échanges qui, en 1960, atteindraient une valeur d'environ 750 millions de dollars dans les deux sens, soit à peu près 28 % du chiffre du commerce extérieur total de la Pologne

8. Dans tous les secteurs de l'industrie polonaise, on relève un sentiment d'inquiétude et de mécontentement. Les grèves continuelles constituent un avertissement pour le Gouvernement polonais, mais l'absentéisme, qui a augmenté de plus de 20 % par rapport à 1955, pose peut-être un problème encore plus sérieux. Le Vice-Premier Ministre Jaroszewicz n'a pas exagéré dans son discours du 10 janvier en parlant de « phénomènes troublants ».

### *C. Gomulka et l'Église*

9. Le problème religieux en Pologne mérite une mention particulière. Le peuple polonais est l'un des plus catholiques d'Europe. Entre un tiers et la moitié des membres du parti communiste vont à la messe tous les dimanches. Gomulka sait certainement qu'il est tributaire de la neutralité bienveillante de l'Église. Ainsi s'explique le fait étrange qu'une instruction religieuse est donnée dans les écoles d'État de Pologne. Gomulka semble en même temps redouter l'immense influence du Primat de l'Église polonaise, le Cardinal Wyszynski. C'est pourquoi il a son propre mouvement catholique privé — le mouvement « Pax » — animé par l'ancien dirigeant fasciste Piasezki. C'est un fait curieux que l'ancien fasciste Piasezki soit devenu, dans les années qui ont suivi la guerre, un stalinien fervent ; beaucoup croient qu'il représente même davantage aujourd'hui le Kremlin que le Gouvernement polonais. Il ne faut pas oublier que, juste avant les événements dramatiques d'octobre 1956, le journal de Varsovie Slowo Powszechne avait publié un article signé de M. Piasezki, dans lequel celui-ci avertissait le peuple polonais que tout mouvement irréfléchi de sa part serait susceptible d'amener les Russes à prendre des mesures d'ordre militaire. Cet homme est maintenant le chef d'une des

plus grandes organisations de Pologne, qui publie des documents et des livres et dirige un grand nombre d'entreprises industrielles et commerciales. Un journal polonais a écrit il y a quelques mois que « Pax » avait plus de 66 millions de zlotys en biens fixes et plus de 100 millions de zlotys en circulation, dont 11 millions en espèces monnayables, déposées dans des banques et dans les coffres-forts de diverses entreprises. L'année dernière, le mouvement a réalisé des bénéfices s'élevant à 100 millions de zlotys, dont au moins 38 millions ont servi à couvrir le déficit de ses entreprises politiques, y compris toutes sortes de publications. Le mouvement Pax est exonéré de l'impôt sur le revenu et de toute forme de taxe sur les bénéfices pouvant être prélevée par le trésor public. L'organe quotidien de Pax atteint, avec environ 200.000 exemplaires, l'un des plus forts tirages de Pologne. Pour pouvoir comprendre la politique polonaise actuelle, il faudra se demander pourquoi cette gigantesque organisation catholique est maintenue en vie. Il paraît probable que le régime de Gomulka voit en Pax un moyen de diviser la population catholique, et d'empêcher ainsi qu'elle ne s'unisse sous la conduite du Cardinal Wyszynski, la plus grande figure de la Pologne d'aujourd'hui. L'État commence donc à créer des difficultés à l'Église, bien que celle-ci ait toujours essayé de les éviter pour ne pas compromettre le *modus vivendi* auquel le Cardinal Wyszynski et M. Gomulka étaient parvenus en octobre 1956. C'est ainsi que le Cardinal s'est toujours efforcé de réfréner les activités du groupement politique connu sous le nom de *pro et contra* qui visait essentiellement à constituer un parti politique catholique. Mais, le 21 juillet 1958, la tension entre l'Église et l'État a atteint son paroxysme. L'Abbaye de Czestochowa a été perquisitionnée en dépit du fait que, quelques jours auparavant, le Cardinal et le procureur de la République étaient convenus que l'impression de textes religieux à l'intérieur de l'Abbaye ne constituait pas un acte illégal. Il est également significatif que le journal de Gomulka *Trybuna Ludu* du 30 juillet ait taxé la religion d'« opium du peuple ». On peut souligner qu'un tel qualificatif pour la religion n'avait pas été utilisé depuis des années, même en Russie soviétique.

## **Evolution de la situation en Hongrie en 1957 et durant les premiers mois de 1958 (Rapporteur : M. STRASSER)**

### *A. La situation économique*

Le 2 février 1958, le journal hongrois *Nepszabadsag* a publié le rapport annuel du Bureau central des Statistiques pour 1957. Ces chiffres officiels, bien que sans doute truqués, permettent de se faire une idée de la situation économique en Hongrie.

#### *Industrie*

Pour 1957, la production par tête d'habitant a été de 3 % inférieure à celle des neuf premiers mois de 1956. Cependant, durant la même période, la production des petites entreprises industrielles (coopératives et entreprises privées) a augmenté de 17 %. Ce résultat s'explique par les concessions que le gouvernement a faites au secteur privé après la révolution.

Sur la base de 100 pour 1955, voici quels ont été les indices de production de divers articles : charbon 95, pétrole 42, ciment 84. Ce fléchissement de la production de matières premières a correspondu à une augmentation de la production de biens de consommation : viande 113, sucre 121, bière 116, motocyclettes 212.

Il est intéressant d'établir une comparaison entre ces indices de production et les statistiques de l'emploi. Ainsi, à la fin de septembre 1957, l'industrie nationalisée employait 4.000 ouvriers de plus qu'en septembre 1956, ce qui traduit une nette diminution de la productivité.

Par rapport à l'année précédente, le nombre des employés administratifs et techniques, a diminué de 19.000, tandis que le nombre des ouvriers employés dans les petites coopératives industrielles augmentait de 20.000 et celui des petites entreprises de 26.000.

D'après le rapport, « les prix de revient industriels ont été plus élevés (pour 1957) que durant les années précédentes », mais on ne nous dit pas dans quelle mesure. D'après les chiffres publiés, cette élévation semblerait être d'environ 5 %.

#### *Agriculture*

En ce qui concerne la production agricole pour l'année 1956-1957 — qui, grâce à des conditions climatiques particulièrement favorables a été la meilleure depuis 1945 — le rapport fournit les données suivantes.

En 1957, la superficie emblavée a été inférieure de 10 % (285.000 unités cadastrales; hongroises) à celle de l'année précédente. La surface ensemencée en tournesols et en betteraves à sucre a également diminué. Dans la même période, les cultures fourragères ont gagné 600.000 unités. Cependant, le fait que la production accuse une augmentation de 5 %, malgré la diminution des emblavures, témoigne de l'amélioration des rendements. La production de vin a augmenté d'un million d'hectolitres, atteignant ainsi, en 1957, le chiffre record de 3,3 millions d'hectolitres.

En 1957, il a été utilisé 3,5 millions de quintaux d'engrais chimiques, soit un million de quintaux de plus qu'en 1956.

Les fermes d'État ont exploité 14,4 % de la surface cultivée totale et les coopératives agricoles 11,6 %. Par rapport aux chiffres des années précédentes, il apparaît que la surface cultivée placée sous contrôle communiste (soit 26 %) a diminué d'environ 7 % depuis la Révolution d'octobre.

On a enregistré également un fléchissement de la production forestière. Entre octobre 1956 et octobre 1957, la Hongrie a produit 2,3 millions de m<sup>3</sup> de bois, soit 400.000 m<sup>3</sup> de moins que durant la période correspondante précédente.

Selon le rapport, le volume des produits agricoles achetés en 1957 a été inférieur au volume de 1956, mais les chiffres exacts ne sont pas indiqués. Il faut noter à ce propos que les livraisons obligatoires de blé ont été abolies en 1956, à la suite de la Révolution d'octobre et qu'elles n'ont pas été rétablies depuis.

### *Transports*

En 1957, il a été transporté 127 millions de tonnes de marchandises, soit 3 % de plus qu'en 1955. Pour la même période, le trafic voyageurs a augmenté de 2 %.

### *Commerce intérieur*

Le volume du commerce de détail (secteurs étatisé et privé) a atteint, en 1957, la somme de 52,8 milliards de forints, dépassant de 20 % le volume de 1955. D'après le rapport, la valeur des stocks s'élevait fin 1957 à 15,5 milliards de forints.

### *Commerce extérieur*

En 1957, les importations se sont accrues de 24 %, tandis que les exportations fléchissaient de 18 % par rapport à 1955. Le bilan du commerce extérieur présente, pour 1957, un passif de 2 milliards de forints. Ce déficit a été comblé par un prêt à long terme de 1,2 milliard de roubles consenti par l'U.R.S.S.

Plus des deux tiers des importations hongroises ont consisté en matières premières (les importations de matières premières ont augmenté de 37 % par rapport à 1955). Les biens de consommation et les denrées alimentaires ont constitué 20 % du total des importations. En revanche, les exportations de biens de consommation ont fléchi de 22 % par rapport à l'année 1955.

### *Investissements*

Les investissements de 1957 ont été inférieurs de 15 % à ceux de l'année précédente. (En 1956, il n'avait été procédé à aucun investissement après le 23 octobre). La valeur des nouvelles constructions industrielles et installations inutilisées a continué à augmenter en 1957 ; elle atteignait, à la fin de l'année, 13 milliards de forints. En 1957, le deuxième grand haut fourneau des aciéries de Sztalinvaros a été mis à feu. A la fin de 1957, la capacité des centrales électriques dépassait de 8 % celle de 1956. (Il faut noter à ce propos que le rapport prend pour point de comparaison les chiffres de 1956 lorsque ceux de 1955 seraient défavorables.)

### *Politique sociale et culturelle*

Le rapport indique que, en 1957, 76.000 étrangers ont visité la Hongrie et 135.000 ressortissants hongrois ont fait des voyages à l'étranger. (Ces chiffres ne permettent d'établir ni le nombre des Hongrois qui ont pu se rendre dans les pays de l'Occident, ni le nombre des délégués aux divers congrès communistes que comprend le total des visiteurs étrangers. C'est l'État hongrois qui prend à sa charge les frais de séjour des délégués étrangers aux congrès).

1.260.000 enfants ont fréquenté l'école publique (huit ans d'obligation scolaire). Sur ce nombre, 64.000 seulement ont fréquenté l'école maternelle. Les deux tiers des enfants sortis de l'école primaire ont poursuivi leurs études dans des écoles complémentaires, techniques et commerciales. En 1957, le nombre des élèves des écoles techniques et commerciales s'élevait à 90.000, soit 13.000 de plus qu'en 1956. Ce chiffre traduit également le développement de l'artisanat et du commerce de détail.

Le nombre des étudiants universitaires a atteint 33.000 pour l'année 1957-1958 ; un tiers de ces étudiants étaient inscrits dans les facultés scientifiques.

### *B. Caractéristiques de la politique actuelle*

Bien que la politique économique du gouvernement paraisse souvent contradictoire et se modifie d'un mois à l'autre en fonction de la situation internationale ou des difficultés économiques, elle semble actuellement dirigée par trois principes : (1) un effort de corruption des intellectuels par l'octroi d'avantages matériels, (2) une politique agricole plus libérale visant à obtenir l'accroissement de la production, et (3) la poursuite de l'effort de développement industriel non planifié, le niveau de vie des ouvriers et des employés demeurant peu élevé.

#### *La corruption des intellectuels*

Le nouveau chef du gouvernement, Mûnnich, s'efforce de créer une nouvelle aristocratie composée non pas de fonctionnaires du parti et d'officiers de l'armée, mais surtout d'économistes, de directeurs, de journalistes, d'artistes et de techniciens. Tandis que les ouvriers, les fonctionnaires et les employés sont obligés de lutter très durement pour assurer leur subsistance, on accorde des privilèges et des revenus plus élevés à la « classe nouvelle »

Au centre de Budapest, on a récemment ouvert deux magasins de textile gérés par l'État où l'on vend exclusivement des marchandises importées de l'Occident. La soie importée de Hollande y coûte 450 forints le mètre, les tissus anglais de 600 à 900 forints. Ces prix ne peuvent être payés que par les membres de la nouvelle aristocratie. De même, il a été créé au Ministère des Transports un nouveau service où médecins, artistes, économistes et journalistes peuvent, avec l'autorisation du Ministre, acheter une voiture à tempérament. Le prix varie entre 43.000 et 52.000 forints ; il peut être acquitté en 14 à 36 mensualités.

Un journaliste gagne 5.000 forints par mois<sup>3</sup> les journalistes de renom touchent des indemnités exceptionnelles, leurs revenus mensuels pouvant alors atteindre de 12.000 à 15.000 forints. Les acteurs, chanteurs et musiciens gagnent environ 8.000 forints. Les directeurs d'usines reçoivent des primes et peuvent gagner jusqu'à 7.000 à 8.000 forints. Un médecin renommé a un revenu de quelque 15.000 forints.

L'Institut des Relations culturelles s'occupe de faire délivrer assez rapidement aux membres de cette nouvelle aristocratie des passeports valables deux ans. Sur recommandation de cet institut, la Banque nationale peut fournir à ces privilégiés une certaine attribution de devises pour les voyages à l'étranger. Afin d'assurer à ces catégories d'importants revenus, des journaux, des compagnies théâtrales, etc., sont créés tandis que l'on établit de nouveaux postes pour les techniciens et les économistes. Les offices de logement ont l'ordre de les satisfaire en priorité. Les secrétaires des organisations du parti et les chefs de personnel se montrent particulièrement indulgents en ce qui concerne la vie privée de ces privilégiés.

La politique de subvention gouvernementale aux églises entre dans le cadre de cette campagne de corruption. D'après une information émanant de l'agence de presse hongroise M.T.I., le Gouvernement et l'Église ont conclu un accord concernant une aide financière à l'Église. En 1957, l'Église catholique a reçu 32 millions de forints, l'Église réformée 20 millions et l'Église évangélique 6 millions. En outre, 14 millions de

---

3. Le Statisztikai Szemle a donné, dans son numéro de septembre, des indications relatives, aux conditions de vie des familles d'ouvriers et d'employés hongrois d'après les budgets de 5.000 familles en 1956. Les familles considérées étaient réparties en 5 groupes selon le revenu mensuel brut par personne, c'est-à-dire par membre de la famille, qu'il exerce ou non une activité lucrative. Groupe de revenu: I II III IV V - Somme moins de: 400 frt. 401- 600 frt. 601- 800 frt. 801-1.000 frt. plus de 1.000 frt. - Pourcentage : 3% 16.7% 42.6% 25.4% 12.3%. Selon le Bureau des Statistiques, les conditions d'existence des familles dont le revenu mensuel est inférieur à 500-600 frt. (19,7 %) ne sont pas satisfaisantes à plusieurs égards. Si la nourriture est assurée, sinon qualitativement, du moins quantitativement, cette catégorie ne peut satisfaire que très imparfaitement ses besoins vestimentaires, culturels, etc. Dans les familles où le revenu mensuel se situe entre 600 et 800 frt. par personne (42,6 %), les besoins alimentaires sont généralement satisfaits, mais le problème de l'habillement reste extrêmement difficile. Voici quel est le pourcentage du revenu total affecté aux dépenses alimentaires en 1956 pour certains groupes de revenu : Groupe de revenu I III V - Dépenses alimentaires 63.4% 55% 43.8% - Moyenne : 53.6 %

forints ont été alloués pour les travaux de restauration des églises. En 1958, les églises ont reçu de nouveau 12 millions de forints. Ainsi, l'ensemble des subventions aux églises atteint 75 millions de forints. Un certain nombre de prêtres catholiques se sont laissés enrôler dans une Commission de la Paix patronnée par le Gouvernement, connue sous le nom de OpusPacis et présidée par l'évêque Grôsc. Certains prêtres membres de la Commission sont également employés à des oeuvres de propagande directe. D'après le journal Delmaggar-Orszag de Szeged (23 janvier 1958), les membres de la Commission de la Paix ont tenu à Szeged un « Congrès de la Paix » au cours duquel le Dr. Kornel Pataki, Directeur épiscopal, a prononcé un discours prosoviétique.

### *Une politique agricole plus libérale*

L'abolition de la livraison obligatoire des récoltes décrétée par le Gouvernement Nagy a été maintenue par Kadar-Miinnich. Il semble que cette mesure, assortie de la liberté d'achat des produits agricoles par l'État, ait donné quelques résultats. L'éditorialiste du journal Nepszava de Budapest écrivait à ce sujet le 27 février 1958 :

« ...L'abolition de la livraison obligatoire se justifiait-elle ? Instruits par l'expérience de l'année écoulée, nous pouvons d'ores et déjà répondre sans ambages : oui, cette abolition était justifiée et nécessaire. Sous le nouveau régime, les achats des produits agricoles n'ont guère été inférieurs, l'année dernière, à ceux de 1956 qui comprenaient les livraisons obligatoires. Cette même année, les paysans ont vendu aux entreprises de l'État une quantité de produits beaucoup plus élevée que celle qui avait été prévue. Ils ont aussi livré plus de boeufs et de porcs que durant les années précédentes ; alors que, en 1955, 70.000 tonnes de porcs avaient été livrées sous le régime obligatoire, les entreprises commerciales de l'État ont pu, en 1957, en acquérir 100.000 tonnes. En raison de la vente libre et des prix plus élevés, le poids moyen du bétail acheté a été nettement supérieur. Simultanément, on a constaté une augmentation très considérable des ventes de produits agricoles sur le marché libre, c'est-à-dire directement au consommateur. Il en a été ainsi surtout du bétail et des produits laitiers, notamment de la viande, des matières grasses, de la volaille, du lait et des oeufs. Les livraisons sur les marchés de Budapest ont été de 90 % supérieures à celles de 1956 et l'augmentation de l'offre a provoqué une certaine baisse des prix moyens. De plus, la population paysanne a pu conserver d'importantes provisions de produits agricoles et n'a plus été obligée d'avoir recours aux stocks publics. Il en est résulté que, l'année dernière, les magasins ont vendu 100 millions de kilogrammes de pain et 60 à 70 millions de kilogrammes de farine de moins que durant l'année précédente. »

L'article suivant, paru dans le journal provincial Dunantuli Naplo, témoigne aussi de cette politique plus libérale :

« Dans le village de Kisszentmarton, six familles ont constitué une coopérative pour l'utilisation d'équipement agricole. Elles ont acquis, dans une station de machines agricoles voisines, un tracteur pour la somme de 5.800 forints. L'une des familles assure l'entretien du tracteur qui n'est utilisé que pour la culture des 60 unités de terre appartenant aux membres de cette coopérative. »

Pareille association constitue une nouveauté en Hongrie. Le journal ne dit pas qui a autorisé la vente du tracteur, les machines des stations étant propriété de l'État. C'est, en tout cas, la première fois que la presse hongroise signale l'existence de coopératives de ce genre.

### *Le désordre de l'industrie*

La situation de l'industrie a été décrite dans un éditorial du Nepszabadsag du 25 février 1958 qui souligne notamment la nécessité de mesures d'économie dans ce secteur :

« Au cours des derniers mois, de nombreux contrôleurs ont visité les usines pour voir quelles mesures avaient été prises en vue d'économiser les matières premières. L'impression retirée n'a guère été favorable. En effet, l'utilisation rationnelle des matières premières est aujourd'hui le moindre des soucis de l'industrie. En théorie et en paroles, chacun en reconnaît l'importance, mais dans la pratique le gaspillage continue.

Dans la plupart des usines, les normes fixées pour l'emploi des matières premières ne sont pas observées. (Ces normes déterminent la quantité de matières premières qui peuvent entrer dans la fabrication d'un produit donné). Il y a même des usines où il n'existe aucune norme, par exemple dans la construction de machines électriques ou la production de câbles. Dans d'autres cas, les normes sont si imprécises qu'elles incitent au gaspillage ; c'est ce qui se passe, par exemple, à la fabrique d'automobiles de Csepel. Le gaspillage est particulièrement grave dans les fonderies et les aciéries. Il arrive souvent, lors du découpage et du laminage,

que les déchets représentent un poids égal au produit fini. On cite le cas d'un tour sorti d'une usine fabriquant des articles d'acier et des machines-outils dont le poids dépasse de 10 % celui qui est indiqué au catalogue. On constate des différences de 200 à 400 kilos sur des machines de même type.

Dans certaines usines ces normes très larges sont même dépassées. C'est ainsi qu'un contrôle opéré dans une usine fabriquant du matériel téléphonique a permis de découvrir que les matières premières utilisées effectivement dépassaient de 50 % la norme prévue. Le système de comptabilité-matières appliqué dans nos usines est imprécis et défectueux ; il conduit aux abus et-au gaspillage. Un très grand nombre de nos usines n'ont qu'un système de contrôle rudimentaire ou pas de contrôle du tout. »

Outre le gaspillage des matières premières, les vols continuent, tout comme avant la révolution. La presse hongroise, qui mène une vaste campagne en faveur du relèvement de la production, dévoile continuellement des cas de vols et d'escroqueries qui, comme sous le régime Rakosi, se produisent dans tous les milieux de la société hongroise.

Cela ressort d'un court article paru dans le Nepszabadsag du 26 février 1958 :

« Sur instruction des services de logement de la capitale, il a été procédé à la vérification des comptes relatifs à certaines réparations d'immeubles effectuées après la contre-révolution. Le contrôle de 249 comptes établis par de petites entreprises indépendantes a démontré que sur les 5,5 millions de forints figurant dans ces comptes, 20 %, soit plus d'un million, n'étaient pas justifiés. Le contrôle des comptes d'entreprises de l'État et de coopératives a révélé des écarts de 12 à 13 %. Or, le total des affaires traitées par des petites entreprises s'élève non à 5,5 millions de forints, mais à 69 millions, tandis que les affaires traitées par les entreprises d'État et les coopératives se chiffrent au total à 584 millions de forints. Ainsi, les écarts semblent devoir atteindre au total plusieurs dizaines de millions de forints... »

On apprend (en mars) de bonne source de Budapest que les directions des entreprises nationalisées de l'industrie, du commerce et des transports auraient reçu l'ordre confidentiel de débaucher de 7 à 14 % de leur main-d'oeuvre.

Ces instructions sont manifestement en rapport direct avec la pénurie des matières premières. Toutefois, les chefs communistes ne pouvant ni admettre ce fait, ni reconnaître l'existence du chômage, les ouvriers débauchés sont, selon les organes du parti, des contre-révolutionnaires.

Il semblerait donc que, dans un prochain avenir, 250.000 personnes seraient appelées à perdre leur emploi sans être considérées comme étant en chômage et sans avoir droit à une aide financière quelconque.

#### *Le nouveau plan triennal*

Au mois de juin dernier, un nouveau plan triennal pour le développement de l'économie nationale hongroise a été publié par le Gouvernement Munnich. Bien que ce plan ne soit pas encore connu dans tous ses détails, il semble être modéré et prouver que les dirigeants du pays ont abandonné l'idée de faire de la Hongrie un producteur important de produits sidérurgiques.

#### *La politique intérieure du parti sous le régime Kadar*

A l'intérieur du parti, Kadar doit mener la lutte sur deux fronts. D'une part, il lui faut combattre les partisans d'une politique stalinienne (Rakosi) qui, en cherchant à démontrer qu'il est vain de faire appel aux dirigeants du parti communiste d'U.R.S.S., s'efforcent de recouvrer leur ancienne influence ; d'autre part, il s'oppose au « révisionnisme » des partisans communistes de Nagy et du groupe socialiste paysan de Bibo. Depuis décembre 1957, il a réussi, semble-t-il, à réduire l'influence des staliniens. C'est ce qui paraît ressortir des faits que voici :

#### *Fin du cercle Tancsics*

L'hebdomadaire Magyarorszag a annoncé, dans son numéro du 31 décembre 1957, la dissolution du cercle Tancsics qui avait été constitué après la répression de la Révolution d'octobre par l'aile stalinienne du parti communiste afin de combattre l'influence du cercle de Petöfi. Le communiqué publié à ce propos déclarait : « Le cercle a rempli sa mission ». En même temps, le Magyarorszag, organe officiel du cercle et certainement le périodique le plus staliniste de Budapest — il réclamait sans cesse la liquidation des « milieux contre-révolutionnaires » encore existants — a cessé de paraître.

#### *Changements au sein du Gouvernement*

En mars dernier, on annonçait officiellement de Budapest que Mme Magda Joburu, ministre de la Justice, était relevée de ses fonctions et remplacée par M. Pal Ilku.

Magda Joburu était étroitement liée à Josef Revai et appartenait à l'aile gauche (stalinienne) du parti communiste hongrois que Ferenc Münnich voudrait reléguer à l'arrière-plan. Outre Mme Joburu, d'autres staliniens ont été évincés de postes importants : Janos Zsombor, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire Magyarország, qui a été envoyé à Moscou comme correspondant du journal Nepszabadsag, et Marton Lovas, rédacteur principal de l'hebdomadaire, devenu correspondant d'un journal économique. Les membres les plus importants du cercle stalinien Tancsics ont été envoyés en province à des postes peu importants du secrétariat du parti.

Pal Ilku, nouveau ministre de l'Enseignement, est un partisan typique de Münnich. Sa seule qualification pour le poste qu'il occupe est d'avoir été, il y a vingt ans, maître d'école primaire. Depuis 1945, il était à l'état-major de l'armée et, à plusieurs reprises, il a assumé les fonctions de suppléant du ministre de la Défense.

#### *Appréciation du rôle de Rakosi*

A l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la création du parti communiste hongrois, le Nepszabadsag, journal de Budapest, a publié, le 25 mars 1958, un article sur les fondateurs du parti communiste. D'après cet article, le premier groupe communiste a été constitué à Moscou le 24 mars 1918 par Bela Kun, Tibord Szamuely et Ernôp Or. Il n'a pas été fait mention de Matyas Rakosi. A l'occasion de chaque anniversaire du parti entre 1945 et 1956, le nom de Bela Kun avait été complètement passé sous silence, tandis que Rakosi était proclamé fondateur du parti et héros de la révolution de 1919.

#### *L'attitude à l'égard du groupe Nagg*

Avant l'exécution de Nagy, la politique de Kadar à l'égard des révisionnistes revêtait un double aspect : elle visait, d'une part, à maintenir le règne de la terreur et à exécuter les partisans de Nagy et, d'autre part, à ne pas ouvrir le procès de Nagy lui-même. Cette politique s'expliquait en grande partie par l'incertitude où l'on se trouvait quant aux intentions de l'U.R.S.S.

La même politique s'est manifestée par des déclarations de Szirmai sur le rôle de la presse. Il a laissé entendre que le groupe Kadar voulait abandonner les méthodes employées par Rakosi et que ses idées politiques étaient fort éloignées de celles des staliniens hongrois. Il est intéressant de noter que Szirmai a invité la presse à ne pas rechercher, dans ses éditoriaux et autres articles, les responsabilités du soulèvement de 1956. Cette consigne visait notamment Imre Nagy et Pal Maleter. Des journalistes lui ayant demandé si des procès politiques étaient prévus pour le premier trimestre de 1958, Szirmai a répondu par un non catégorique. Il a invité la presse à manifester plus d'intérêt pour la Yougoslavie et à envoyer des correspondants à Belgrade. Il a mentionné également les difficultés économiques du pays en ajoutant toutefois qu'il n'y aurait pas de pénurie de biens de consommation, ni même de certains produits de luxe, le Gouvernement étant décidé à tout faire pour améliorer le niveau de vie. Les difficultés économiques seraient sans doute surmontées grâce à de nouveaux crédits soviétiques.

Laszlo Gyaros, porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères, a déclaré, au cours d'une conversation privée avec un journaliste important, que le groupe Kadar n'avait pas voulu la condamnation de Tibor Dery et de ses collègues. A l'époque du procès, les « milieux d'extrême gauche » étaient plus influents qu'ils ne le sont à l'heure présente. Il a ajouté que tous les écrivains emprisonnés seraient bientôt relâchés, que le contrôle sévère des activités des intellectuels serait levé et que seuls les criminels de droit commun reconnus coupables de vol ou de meurtre seraient condamnés. La formule « milieux d'extrême gauche » visait surtout le cercle Tancsics et la rédaction de l'hebdomadaire supprimé Magyarország.

#### *La confusion idéologique*

Depuis 1949, les écoles du parti n'avaient jamais cessé de fonctionner en Hongrie. Les membres du parti, mais aussi d'autres personnes, notamment tous les fonctionnaires de l'État, étaient tenus d'assister aux réunions de cellules. Les manuels utilisés étaient : Histoire succincte du parti communiste soviétique et La vie de Staline ainsi que diverses brochures du parti sur la politique internationale et économique.

Faute de matériel d'enseignement, ces cours ont été interrompus après la Révolution d'octobre. Ce n'est qu'en octobre 1957 qu'ils ont été repris, mais uniquement pour les membres du parti. Le Nepszabadsag du 14 février 1958 publie un rapport sur ces cours, rédigé par MmB Ilo-na Vigh et intitulé Bilan semestriel. On y lit notamment :

« Les cours de Budapest sont fréquentés par environ 70.000 personnes » (en 1955, 225.000 personnes étaient astreintes à fréquenter les cours à Budapest).

Qu'enseigne-t-on aujourd'hui aux communistes de Budapest? Mme Vigh décrit deux cours. Le premier s'intitule Problèmes actuels. Il est consacré aux événements de la « contre-révolution » et à la politique d'Imre Nagy et de Rakosi. Il serait très fréquenté, mais il s'agit plutôt d'un groupe de discussion que d'un cours proprement dit.

Le deuxième cours, Problèmes du marxisme- léninisme, paraît être plus technique, mais il se heurte à des difficultés à propos desquelles Mme Vigh remarque :

« L'étude des oeuvres de Marx, Engels et Lénine est extrêmement difficile. Nous devrions nous attacher davantage à la justification de la lutte des classes, à ses formes et à ses méthodes. Il y a, par exemple, de nombreuses personnes qui ne comprennent pas la possibilité d'une révolution socialiste par des moyens pacifiques. »

Depuis la fin du culte de Staline, le parti communiste hongrois manque en outre de publications mises à jour. Mme Vigh réclame un nouveau manuel sur le marxisme-léninisme. En attendant, il faudrait organiser des cours sur la base de textes spécialement établis.

Cet article démontre que l'enseignement du parti, tel qu'il se fait actuellement, n'est plus que l'ombre de ce qu'il était. Non seulement les communistes marquent peu d'empressement à étudier le marxisme-léninisme, mais il leur manque également les connaissances de base nécessaires.

#### *D. Terreur et résistance*

On continue à arrêter, à incarcérer et à exécuter les personnes qui ont participé à la révolution. La résistance active a fait place à une sombre résignation. Néanmoins, le Gouvernement n'a pas même réussi à gagner à sa cause les catégories de la population auprès, desquelles il a déployé les plus grands efforts.

#### *Camps d'internement*

Dans une déclaration faite à la dernière session du Parlement hongrois, le procureur Geza Szenasi a dit :

« Actuellement, nous avons un camp d'internement où sont détenues 1.869 personnes. Un quart de ces personnes ont été internées pour refus de travailler ou des délits similaires. Je crois qu'il est nécessaire d'utiliser aussi ce camp pour combattre les éléments parasites de notre économie. »

Le camp dont il s'agit est situé à Kistarcsa, à l'est de Budapest. Selon des informations de bonne source, il y aurait là quelque 8.000 détenus.

En ce qui concerne les « éléments parasites » mentionnés par le procureur Szenasi, l'administration prend d'ores et déjà des mesures contre eux. Un certain nombre de grands exportateurs, de commerçants et d'hommes d'affaires moins importants ont déjà été internés. Bien que la durée de l'internement soit légalement limitée à six mois, de nombreuses personnes se trouvent internées dans le camp depuis mars 1957.

#### *Fermeture du camp d'internement de Kistarcsa*

Selon des informations de bonne source parvenues de Hongrie, le Gouvernement hongrois aurait fermé le camp d'internement de Kistarcsa au début de mars. Certains internés auraient été transférés à la caserne de police de Mosony Utca et à la prison centrale, toutes deux situées à Budapest.

#### *Réorganisation du barreau hongrois*

M. Ferencs Nezval, ministre de la Justice de Hongrie, a annoncé en mars, lors d'une conférence de presse, la réorganisation du barreau hongrois.

Selon le ministre, cette réorganisation était nécessaire du fait que « certains membres du barreau n'étaient pas compétents pour remplir les tâches qui leur incombent et qu'ils entravaient complètement l'action des tribunaux et autres instances, rendant impossible l'application de la justice socialiste ».

Le statut des avocats est fixé par un décret qui stipule que la profession ne peut être exercée que dans le cadre des « associations d'avocats ». Un avocat ne peut s'occuper d'une affaire privée que dans certains cas exceptionnels avec l'autorisation du ministre de la Justice. M. Nezval a ajouté : « Si le barreau s'est montré incapable de remplir sa tâche, c'est surtout en raison de conflits entre ses membres. Il fallait donc se débarrasser des éléments indésirables. »

Aux termes du nouveau décret, le barreau n'est plus autonome. Son administration appartient à des délégués nommés par le ministre. Des cours disciplinaires, dont les membres ne sont plus élus, mais désignés d'office, veillent à la discipline professionnelle. Les inscriptions au barreau sont soumises au contrôle de commissions de cinq membres désignés par le ministre de la Justice. Il existe une telle commission pour chaque comté et pour chaque arrondissement de Budapest. Ces commissions comprennent non seulement des avocats, mais aussi d'autres personnes connaissant les conditions locales.

Les nouvelles inscriptions au barreau sont reçues jusqu'au 31 août 1958, Le nouveau décret ne permet point aux avocats de remplir normalement leurs fonctions. Le contrôle des barreaux, non seulement par des juristes, mais aussi par des personnes « connaissant les conditions locales » a pour conséquence que seuls les juristes jouissant de la confiance du parti communiste hongrois sont autorisés à exercer leur profession dans le cadre de l'Association.

### *Résistance des étudiants hongrois*

Dans son numéro du 3 mars 1958, l'hebdomadaire de la jeunesse communiste Magyar Ufjusag a déclaré que les étudiants des facultés de droit continuaient à résister au régime communiste. L'auteur de l'article se plaignait de ce que les organisations de jeunesse ne faisaient pas leur devoir : « ...Au cours des semaines passées de nouveaux slogans provocateurs sont apparus sur les murs et quantité de tracts ont été trouvés sur les rebords des fenêtres. Aussi le Kisz (Mouvement de la Jeunesse communiste) a-t-il tenu une réunion officielle à laquelle participaient également des étudiants indignés par de telles provocations. La réunion a été fort animée. Vingt-trois étudiants sont intervenus. Récemment, Tuttosy, étudiant de la Faculté de Droit, a passé en jugement sous l'inculpation d'instigation à la contre-révolution et de participation aux assassinats de Csepel. La plupart des étudiants de l'Université ont approuvé la condamnation des responsables, mais certains étudiants ont organisé une « manifestation de deuil » à l'annonce de ce verdict mérité. Ils ont donné des signes de colère lorsque le procureur a traité de fasciste l'étudiant Laszlo Ravasz, l'un des principaux chefs de la contre-révolution.

Certaines personnes font une propagande ouverte contre le Mouvement de la Jeunesse communiste, non seulement dans les universités, mais aussi dans les foyers d'étudiants »

On ne sait pas exactement qui sont les étudiants condamnés Tuttosy et Ravasz. Aucune information officielle n'a encore été publiée concernant leur procès ou leur condamnation. Quoi qu'il en soit, il est intéressant de noter que, malgré l'atmosphère de terreur qui les environne, les étudiants des universités hongroises osent s'exprimer ouvertement et protester lorsque l'on traite de fascistes leurs condisciples impliqués dans la révolution.

### *Les écrivains continuent à se tenir à l'écart*

Tout comme dans les années précédentes, les prix Kossuth ont été attribués à Budapest, le 15 mars 1958, aux artistes et aux hommes de science les plus méritants. Cependant, cette fois-ci, il n'a été décerné que 31 prix Kossuth (c'est-à-dire un nombre relativement réduit). Il est intéressant d'observer à ce propos qu'aucun écrivain ne figurait cette année parmi les lauréats. Il apparaît donc à l'évidence que, jusqu'à présent, les écrivains n'ont pas répondu aux avances du régime.

It is clear, therefore, that writers have not so far succumbed to the blandishments of the regime.

### *E. L'exécution d'Imre Nagy*

1. Après avoir longtemps tergiversé, la politique soviétique s'est décidée pour l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons. De l'avis du rapporteur, ces exécutions représentent non seulement un moyen de clarifier la situation en Hongrie, mais aussi et sans doute plus encore un épisode de la lutte idéologique et politique au sein du monde communiste. La date et le lieu des exécutions demeurent inconnus. Pour des raisons de propagande politique, l'annonce des exécutions a été faite simultanément par les autorités soviétiques et hongroises, le 17 juin, anniversaire du soulèvement des travailleurs en Allemagne centrale. (La publication de cette nouvelle a été faite de telle façon que le journal communiste Neues Deutschland a imprimé le texte intégral du jugement avant même que les journaux occidentaux aient reçu les premières

dépêches.) Les quatre victimes — Imre Nagy, Pal Maleter, Miklos Gimes et Joseph Szilagyï — étaient tous communistes de longue date. Imre Nagy était communiste depuis 1917. Paul Maleter avait été parachuté dix-sept fois, à partir de 1942, pour des missions de résistance organisées par l'armée rouge. Miklos Gimes, communiste depuis son enfance, était encore un staliniste convaincu lors du procès Rajk. Joseph Szilagyï, membre du parti communiste clandestin emprisonné sous Horthy, s'était encore vu offrir le Ministère de l'Intérieur par Gerô en 1956. Le fait qu'il s'agit d'un règlement de comptes entre communistes ressort en outre de ce que les principaux inculpés communistes ont été exécutés pour avoir collaboré avec la « réaction », alors que Zoltan Toldy, l'homme politique bourgeois le plus connu de la Hongrie et membre du Gouvernement Nagy, inculpé dans le même procès, était condamné à la peine relativement légère de six ans de prison. On ignore toujours le sort des autres compagnons de Nagy, enlevés après avoir quitté l'Ambassade yougoslave. Il s'agit de : Mme Julia Rajk, 43 ans, femme de l'ancien ministre de l'Intérieur communiste, et son fils âgé de six ans, Laszlo Rajk. Sandor Haraszti, 54 ans, journaliste, membre du parti communiste clandestin sous le régime Horthy, rédacteur au journal du parti communiste Szabadsag à partir de 1945, Président de l'Association Hongrie-Yougoslavie. Condamné à mort lors du procès Rajk, il avait été libéré en 1955 et était devenu rédacteur en chef de l'hebdomadaire Beke Es Szabadsag. Il était l'un des membres influents de l'Association des Journalistes. György Fazekas, 45 ans, journaliste, membre du parti communiste clandestin et du réseau de résistance Miskolcer, rédacteur à l'organe officiel communiste Szabad Nep à partir de 1945. Sans emploi pendant quelque temps après le procès Rajk, il avait été nommé rédacteur au Erdekes Ujsag immédiatement avant la révolution. Gabor Tanczos, 31 ans, philosophe, l'un des principaux dirigeants du D.I.S.Z., Mouvement de Jeunesse communiste, et, par la suite, membre fondateur et Secrétaire général du cercle Petofi. Pal Lbcsey, 43 ans, journaliste, membre du parti communiste clandestin. Emprisonné après le procès Rajk. Dans la matinée du 23 octobre 1956, il était entré en pourparlers avec Gerô à qui il avait demandé de se retirer. Gerô lui avait annoncé : « Je ferai tirer ». Peter Erdôs, 32 ans, journaliste, ancien collaborateur du Szabad Nep. Emprisonné après le procès Rajk. Mme Janossy, 33 ans, fille de Imre Nagy, journaliste, rédacteur au bulletin du tourisme étranger Vengrija. Ferenc Janossy, 46 ans, directeur du Musée Petofi. Mme Vasarhelyi, professeur, et ses trois enfants mineurs. Mme Erdôs, 32 ans, employée à la Bibliothèque Erwin Szabo, et son enfant de quatre ans. Mme Losonczy, auteur de manuels de littérature, et son enfant âgé d'un an. Selon des informations officielles, son mari, Geza Losonczy serait décédé en prison de maladie.

2. On craint, en Hongrie, que l'exécution de Nagy ne soit non pas une conclusion, mais plutôt le prélude d'une nouvelle purge ; cette opinion se trouve corroborée par la nature de la campagne menée à propos de cet événement. Une réunion communiste s'est déroulée le 18 juin, aux usines Csepel (l'une des plus grandes entreprises de l'industrie lourde de Hongrie qui fabrique des tubes d'acier) après l'annonce officielle de l'exécution des chefs de la révolution hongroise. Cette entreprise a toujours été la tribune politique des communistes hongrois. C'est là qu'avait eu lieu, après la publication de l'acte d'accusation contre Lazlo Rajk et ses compagnons, la première et la plus importante « réunion d'information des travailleurs » au cours de laquelle il avait été annoncé que tout le peuple hongrois « condamnait et exécrait la clique Rajk et accueillait avec enthousiasme les mesures prises par le Gouvernement ». C'est là aussi que Rakosi avait pris la parole en 1954 après l'élimination de Nagy dont il avait sévèrement critiqué les activités. La réunion d'information du 18 juin 1958 apparaît donc à la population de Budapest comme de mauvaise augure, bien que, cette fois, l'orateur ait été un simple tourneur du nom de Sandor Papp dont le discours avait évidemment été préparé. Ce Papp a dit notamment : « Le peuple hongrois et la classe ouvrière hongroise remercient le parti et le Gouvernement d'avoir puni les traîtres. Il nous faut pourtant rester vigilants, car les ennemis du peuple et les révisionnistes sont encore nombreux en Hongrie. Ils sont, encouragés par l'évolution dangereuse de la Yougoslavie. Le peuple hongrois et sa classe ouvrière sont toutefois assez forts pour épurer leurs rangs. Les révisionnistes ont reçu une leçon, ils savent maintenant qu'ils ne doivent s'attendre, à aucune pitié. »

3. Dans les organes du parti et dans l'administration hongroise se trouvent encore de nombreuses personnes — souvent dans des postes importants — qui ont été en rapports étroits avec les milieux yougoslaves avant la Révolution d'octobre. On estime à Budapest qu'elles seront très vraisemblablement les victimes d'une purge inexorable. Il s'agit surtout d'agents du service diplomatique, de journalistes qui étaient correspondants de presse en Yougoslavie, ainsi que d'un certain nombre d'officiers de police et d'intellectuels. Cette épuration pourrait même, à la longue, mettre en danger ceux qui, comme Kadar lui-même, ont été, vers la fin de 1957, en désaccord avec les milieux stalinistes entourant Joseph Rêvai. Le 8 août, le Gouvernement hongrois a annoncé la parution du volume V du Livre Blanc hongrois. Ce volume est intitulé La conspiration contre-révolutionnaire d'Imre Nagy et de ses complices. Le rapporteur n'a pu encore prendre connaissance de ce Livre Blanc que l'on ne peut se procurer actuellement. Le 13 août, l'Ambassade hongroise à Vienne a déclaré ne pas l'avoir elle-même.

### **Annexe 3 ANNEXE I**

#### **Enlèvement de personnes en violation des engagements pris**

*3 novembre 1956*

Le Comité spécial des Nations Unies a établi que le général Maletier avait été arrêté le 3 novembre 1956 au Quartier général soviétique de Tokol, dans l'île de Czspel, où il s'était rendu en qualité de ministre de la Défense du Gouvernement Nagy et de chef de la délégation militaire hongroise chargée de négocier avec le haut commandement soviétique. En cette qualité, il se trouvait protégé par les principes reconnus du droit international. Le 3 novembre, à la réunion du Conseil de Sécurité, le délégué hongrois a déclaré — ce qu'a confirmé le délégué soviétique — que de telles négociations se déroulaient effectivement.

*11 novembre 1956*

Déclaration de Kadar :

« Moi qui étais membre du Gouvernement Nagy, j'affirme qu'à ma connaissance ni Nagy ni ses partisans politiques n'ont délibérément soutenu la contre-révolution. »

*14 novembre 1956*

Janos Kadar déclare à une délégation de travailleurs hongrois qu'il ne croit pas qu'Imre Nagy ait provoqué ou favorisé la « contre-révolution », mais qu'il a été dépassé par les événements. « Imre Nagy n'est pas en état d'arrestation »-ajoute-t-il. « Il a quitté le Parlement de son plein gré et; ni le Gouvernement ni les troupes soviétiques ne cherchent à restreindre sa liberté de mouvement. Il appartient à lui seul de décider s'il veut exercer une activité politique. »

*21 et 22 novembre 1956*

Le Comité des Nations Unies a examiné dans quelles circonstances Imre Nagy et ses compagnons ont été enlevés le 22 novembre 1956 après avoir quitté l'Ambassade yougoslave à Budapest où ils avaient trouvé asile. Cet enlèvement a eu lieu après qu'une promesse de sauf-conduit et d'immunité eut été fournie dans une lettre adressée le 21 novembre 1956 par Kadar, en sa qualité de Président du Conseil des Ministres, au Gouvernement de la République Fédérale Populaire de Yougoslavie.

Kadar écrivait notamment :

« Pour mettre un terme à cette affaire, le Gouvernement hongrois, se ralliant à la proposition formulée au paragraphe 8 de la page 3 de la lettre que le Gouvernement yougoslave m'a adressée le 18 novembre 1956, confirme par écrit, comme il en a déjà donné l'assurance verbale, qu'il n'entend pas exercer de sanctions contre Imre Nagy et les membres de son groupe pour leurs activités passées. Nous prenons acte du fait que l'asile accordé au groupe prendra ainsi fin et que les intéressés quitteront l'Ambassade de Yougoslavie pour rentrer librement chez eux. »

*23 novembre 1956*

Communiqué du Gouvernement hongrois :

« Imre Nagy et quelques-uns de ses compagnons se sont rendus en Roumanie conformément à une requête qu'ils avaient précédemment formulée »

*27 novembre 1956*

Déclaration de Kadar :

« Nous avons donné l'assurance que nous n'engagerions pas de poursuites contre Imre Nagy et nous tiendrons parole .»

*3 décembre 1956*

M. Preoteama, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, déclare devant l'Assemblée Générale des Nations Unies que le Gouvernement roumain, interrogé par le Gouvernement hongrois au sujet de M. Nagy, « avait donné l'assurance que le groupe bénéficierait, lors de son séjour en Roumanie, de toutes les règles de l'hospitalité, et que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour assurer la sécurité personnelle de M. Nagy et de ses amis. En même temps, le Gouvernement roumain avait donné l'assurance qu'il observerait les règles internationales du droit d'asile politique ».

*Mars 1957*

Dans un discours prononcé au Kremlin, Janos Kadar accuse Nagy non seulement d'avoir miné le parti de l'intérieur, mais aussi d'avoir préparé sa destruction en collaboration avec les forces sinistres de la réaction.

*Décembre 1957*

Le volume IV du Livre Blanc hongrois explique qu'Imre Nagy « avait abusé de ses fonctions. Au lieu de défendre le régime constitutionnel, il s'était servi de ses fonctions de Premier Ministre pour favoriser une tentative de renversement de l'ordre constitutionnel ».

*12 juin 1958*

Dans un éditorial, Janos Kadar parle avec mépris de « ceux qui, comme Imre Nagy, ont trempé dans la trahison ». Quatre jours plus tard on apprenait de Budapest et de Moscou que Nagy avait été condamné à mort et exécuté.

## **Annexe 4 ANNEXE II - Réactions internationale**

### **I. Communiqué du Comité spécial des Nations Unies pour le problème hongrois (21 juin 1958)**

« Le Comité spécial s'est réuni ce matin pour examiner les circonstances entourant la récente annonce faite par Moscou et Budapest de l'exécution d'Imre Nagy, de Pal Maleter et de deux de leurs compagnons.

Pour l'aider dans l'examen de ces tragiques événements, le Comité était saisi du texte de la déclaration publiée par le Gouvernement hongrois le 16 juin, date de la première annonce des procès, ainsi que d'une récente déclaration de Belgrade dans laquelle le Gouvernement yougoslave rappelait les assurances qui lui avaient été données par Janos Kadar lorsque Imre Nagy avait quitté l'asile de l'Ambassade yougoslave de Budapest le 22 novembre 1956 :

«... Il (le Gouvernement hongrois) n'entend pas exercer de sanctions contre Imre Nagy et les membres de son groupe pour leurs activités passées. Nous prenons acte du fait que l'asile accordé au groupe prendra ainsi fin et que les intéressés quitteront l'Ambassade de Yougoslavie pour rentrer librement chez eux. »

Le rapport du Comité, déjà soumis à l'Assemblée Générale et approuvé par elle, relate les circonstances dans lesquelles Imre Nagy, ayant quitté l'Ambassade de Yougoslavie, fut arrêté et conduit vers une destination inconnue, indiquée ultérieurement par les autorités hongroises comme étant la Roumanie ; il rappelle également les efforts infructueux qu'il entreprit plus tard pour obtenir du Gouvernement roumain de pouvoir rencontrer Imre Nagy dans l'intérêt de l'enquête du Comité.

Le Comité constate que le Gouvernement hongrois n'a jamais répondu à sa lettre du 20 décembre 1957. Dans cette lettre, le Comité attirait l'attention du Gouvernement hongrois sur l'inquiétude qui continuait à s'exprimer dans le monde entier au sujet du sort des hommes et des femmes ayant joué un rôle dans les événements de Hongrie d'octobre et de novembre 1956. Il faisait observer que cette inquiétude persisterait tant que le régime hongrois actuel ne se conformerait pas à la Résolution de l'Assemblée Générale du 14 septembre 1957 qui faisait appel aux autorités hongroises «pour qu'elles mettent fin aux mesures de répression prises contre le peuple hongrois ».

Le Comité constate que, depuis la révolte hongroise d'octobre 1956, les Nations Unies ont adopté un certain nombre de résolutions invitant l'Union Soviétique à retirer ses troupes de Hongrie afin de créer un climat permettant l'organisation d'élections libres. Tous ces appels sont restés sans effet. L'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons démontre que l'oppression du peuple hongrois ne s'est pas relâchée et que le régime de terreur qui était établi lors de l'entrée des forces russes en Hongrie au début de novembre 1956 continue de régner.

Le Comité constate que la récente déclaration du Gouvernement hongrois annonçant les exécutions était imprécise et vague sur de nombreux points. On peut notamment se demander : quels ont été les déplacements des détenus entre l'enlèvement de Nagy et le moment des procès ? Dans quels pays ont-ils été jugés ? Où ont-ils été exécutés ? Quel a été le contenu exact de l'acte d'accusation ? En vertu de quelles lois et selon quelle procédure ont-ils été jugés et condamnés — lois et procédure en vigueur au moment de la révolte ou lois promulguées ultérieurement ? Ce sont là des questions sur lesquelles les Nations Unies sont en droit d'être pleinement informées.

!En conséquence, le Comité lance un appel aux Gouvernements intéressés qui disposeraient de renseignements quelconques concernant les circonstances de l'arrestation, du jugement et de l'exécution d'Imre Nagy, de Pal Maleter et de leurs deux compagnons pour qu'ils lui communiquent ces renseignements.

Le Comité déplore ce nouvel événement tragique où des hommes, symbolisant l'espoir d'une nation de se libérer de la domination étrangère, ont été secrètement envoyés à la mort dans des circonstances qui doivent être pleinement élucidées, en violation d'engagements solennels qu'il ne serait pas porté atteinte à leur personne et au mépris du jugement et de l'opinion des Nations Unies. Le Comité exprime les grandes préoccupations que lui inspire la crainte que la fin de cette répression et de ces exécutions ne soit pas encore en vue. »

### **H. Déclaration du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (19 juin 1958)**

« Le Comité des Ministres

N'a jamais cessé d'affirmer son émotion devant les épreuves du peuple hongrois, ses sentiments de solidarité envers celui-ci, ainsi que son extrême préoccupation devant le sort qui avait été réservé au président Imre Nagy, au général Maleter et à leur compagnons de lutté pour la cause de l'indépendance.

Profondément ému à l'annonce de l'exécution de ces patriotes hongrois, au mépris de la parole donnée et en violation des droits fondamentaux de l'homme, le Comité des Ministres exprime ses sentiments d'horreur et d'indignation devant ces actes inhumains.

Le Comité des Ministres rend hommage à leur mémoire, assuré qu'ils demeureront à jamais un exemple lumineux pour tous ceux qui sont attachés à la cause de la liberté.

Il adresse sa profonde sympathie au peuple hongrois. »

### **III. Déclaration faite par M. Edwards au nom du groupe socialiste de l'Assemblée Consultative (20 juin 1958)**

Lettre adressée par M. Edwards M. P., Président du groupe socialiste de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe à Son Excellence Monsieur Pal Földes (Légation de Hongrie à Londres)

Londres, le 20 juin 1958.

Monsieur le Ministre,

C'est avec horreur et consternation que tous les socialistes d'Europe ont appris le jugement secret et l'exécution clandestine de M. Nagy et de ses compagnons. Au nom des soixante-dix membres socialistes de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, je dois élever auprès de vous la protestation la plus vigoureuse contre ce comportement barbare et inhumain qui rend presque impossibles des relations humaines normales entre nos peuples.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Signé : John Edwards.

### **IV. Communiqué de la Commission internationale de Juristes concernant l'exécution d'Imre Nagy, de Pal Maleter et d'autres leaders hongrois . (17 juin 1958)**

« Au moment où, bouleversé et horrifié, le monde entier apprend avec une profonde tristesse la nouvelle de l'exécution d'Imre Nagy, de Pal Maleter et d'autres leaders hongrois, il est important de relever quelques faits susceptibles d'échapper à l'attention générale :

1. C'est à l'heure même où l'attention du monde se porte sur de nombreux foyers de tension tels que Chypre et le Liban, que les autorités hongroises ont décidé de rendre publiques les exécutions dont il s'agit. Elles connaissent en effet l'état d'esprit de l'opinion internationale et en redoutent l'expression lorsqu'elle ne leur est pas favorable.
2. Les mesures prises contre Imre Nagy et les autres leaders, condamnés à des peines de mort ou d'emprisonnement, ne constituent pas un exemple unique et exceptionnel de vengeance politique. Au cours de cette année, le régime hongrois n'a cessé d'intenter des procès qui n'ont été rendus publics qu'à des époques où l'opinion publique était jugée trop occupée ou trop impuissante pour élever de fortes protestations. Le 6 mai, par exemple, le Gouvernement hongrois a annoncé le début d'un procès contre un certain nombre d'avocats éminents, y compris l'ancien Président de l'Union internationale des Avocats, mais, autant qu'on le sache, les résultats n'en furent pas communiqués. Le 17 mai, l'agence télégraphique hongroise a fait savoir que quatre accusés avaient été condamnés à mort et exécutés ; ils appartenaient à un groupe de 16 personnes qui avaient déjà été jugées en octobre 1957, lorsque trois de ces quatre personnes furent condamnées à des peines d'emprisonnement et une à mort. Ils furent exécutés après un nouveau procès devant la Chambre Populaire de la Cour Suprême, où des assesseurs laïques sans aucune formation juridique et nommés en réalité par le parti au pouvoir ont un droit de vote équivalent à celui des juges professionnels. Les accusés n'ont pas le droit de choisir eux-mêmes leurs défenseurs devant cette juridiction.
3. Il s'en suit que seule une pression déterminée et persistante de l'opinion publique mondiale peut empêcher les autorités hongroises de continuer et d'intensifier leur régime barbare de répression, en violant les principes les plus élémentaires de la justice et de l'humanité.
4. Les juristes et les avocats ont à cet égard le devoir de souligner le défi qui est ainsi lancé, par le régime hongrois, aux normes de justice et de procédure criminelle généralement acceptées et reconnues par les nations civilisées. Les détentions de longues durées sans jugement préalable, les procès secrets devant des cours subordonnées au régime, le déni des droits les plus élémentaires de défense, les peines cruelles et barbares, heurtent la conscience humaine et sapent les traditions communes des professions juridiques du monde entier. »

5. Signé : Norman S. Marsh Secrétaire Général.